

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

REQUÊTE POUR FAIRE MODIFIER LES TARIFS DE
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GAZ MÉTROPOLITAIN
À COMPTER DU 1ER OCTOBRE 1998

DOSSIER R-3397-98

RÉGISSEURS : **M. ANDRÉ DUMAIS**, président
 Me CATHERINE RUDEL-TESSIER
 M. FRANÇOIS TANGUAY

AUDIENCE DU 12 NOVEMBRE 1998

VOLUME 12

MICHEL DAIGNEAULT, JEAN LAROSE
Sténographes officiels

COMPARUTIONS :

Me ANDRÉ TURMEL,
Me ROBERT MEUNIER,
Me JEAN-FRANÇOIS OUIMETTE,
procureurs de la Régie

REQUÉRANTE :

Me JOCELYN B. ALLARD,
Me RICHARD LASSONDE,
procureurs de Société en commandite Gaz Métropolitain
(SCGM)

INTERVENANTS :

Me GUY SARAULT,
procureur de l'Association des consommateurs
industriels de gaz (ACIG)

Me HÉLÈNE SICARD,
Me CHARLES O'BRIEN,
procureurs du Regroupement national des Conseils
régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ)

Me LISE DUQUETTE,
procureur de Gazoduc TQM

Me YVES CORRIVEAU,
procureur du Regroupement des organismes
environnementaux en énergie (ROEE)

M. JEAN-FRANÇOIS LEFEBVRE,
M. JEAN-PIERRE DRAPEAU,
représentants du Groupe de recherche appliquée en
macroécologie (GRAMÉ) et Union pour le développement
durable (UDD)

Me BENOÎT PÉPIN,
procureur de la Fédération nationale des associations
de consommateurs du Québec (FNACQ) et Option
consommateurs

Me PIERRE TOURIGNY,
procureur de Corporation Approvisionnement -
Montréal, Santé et Services sociaux

OBSERVATEURS :

M. PIERRE LACROIX,
représentant de Société en commandite
Duke Énergie Marketing

TABLE DES MATIERES

	<u>PAGE</u>
LISTE DES PIÈCES.....	4
LISTE DES ENGAGEMENTS.....	5
PRÉLIMINAIRES.....	6
EXAMINATION BY Me BENOÎT PÉPIN.....	33
CROSS-EXAMINATION BY Me JOCELYN B. ALLARD.....	34
EXAMINATION BY Me BENOÎT PÉPIN.....	36
CROSS-EXAMINATION BY Me JOCELYN B. ALLARD.....	65
RE-EXAMINATION BY Me BENOÎT PÉPIN.....	123

CONTRE-PREUVE SCGM

PIERRE DESPARS

ÉTIENNE LAGUË

INTERROGATOIRE PAR Me JOCELYN B. ALLARD..... 130

CAROLE PERRON;

CONTRE-INTERROGATOIRE PAR Me ANDRÉ TURMEL..... 145

LISTE DES PIÈCES

SCGM-6 doc. 2 :	Réponse à l'engagement 24.	10
SCGM-6 doc. 2.2 :	Réponse à l'engagement 24.	10
SCGM-7 doc. 1.15 :	Réponse à l'engagement 30.	11
SCGM-16 doc. 1.26 :	Réponse à l'engagement 34.	14
SCGM-16 doc. 1.28 :	Réponse à l'engagement 36	14
SCGM-16 doc. 1.29 :	Réponse à l'engagement 37	14
SCGM-16 doc. 1.32 :	Réponse à l'engagement 40	15
SCGM-17 doc. 1.1 :	Réponse à l'engagement 41	15
SCGM-19 doc. 3 :	Réponse à l'engagement 42	15
SCGM-17 doc. 16 :	Réponse à l'engagement 43.	15
FNACQ-1 :	Témoignage écrit de M. Mark Drazen, avec son curriculum vitae à l'annexe A.....	38
FNACQ-2, doc. 1 :	Réponses à différentes	
FNACQ-2, doc. 2 :	Tableau en réponse à la question 48.....	40
FNACQ-3 :	En liasse, les quatre acétates utilisés par le témoin pour sa présentation	48
SCGM-3, doc. 2.58 :	Dépliant publié par Option consommateurs et Gaz Métropolitain pour encourager l'efficacité énergétique.	119
SCGM-13 doc. 16 p. 1 de 2 :	Graphiques.....	143
SCGM-16, doc. 1.31 :	Réponse à l'engagement 39	170
SCGM-16, doc. 1.27 :	Réponse à l'engagement 35	171

LISTE DES ENGAGEMENTS

<u>ENGAGEMENT NO 29A</u> :	Clarifier l'engagement 29 déjà déposé.....	20
<u>ENGAGEMENT NO 31-A</u> :	Clarifier l'engagement 31 déjà déposé concernant le projet Magnola.....	23
<u>ENGAGEMENT NO 31-B</u> :	Clarifier l'engagement 31 déjà déposé concernant le projet Grenville.....	25
<u>ENGAGEMENT NO 31-C</u> :	Clarifier l'engagement 31 déjà déposé concernant l'augmentation de 10 millions pour les projets.....	27
<u>ENGAGEMENT NO 31-D</u> :	Clarifier la note de bas de page numéro 1 du document SCGM-12, document 4, page 4 de 4 concernant une subvention de 4 150 000 \$.	29

(9 h 30)

L'AN MIL NEUF CENT QUATRE-VINGT-DIX-HUIT, ce douzième (12e) jour du mois de novembre :

PRÉLIMINAIRES

LA GREFFIÈRE :

Protocole d'ouverture, audience du douze (12) novembre mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit (1998), dossier R-3397-98.

Requête pour faire modifier les tarifs de Société en commandite Gaz Métropolitain à compter du premier (1er) octobre mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit (1998).

Les régisseurs désignés dans ce dossier sont monsieur André Dumais, président, maître Catherine Rudel-Tessier et monsieur François Tanguay.

Les procureurs de la Régie sont maître André Turmel, maître Robert Meunier.

Requérant : Société en commandite Gaz Métropolitain, représentée par maître Richard Lassonde et maître Jocelyn B. Allard.

Les intervenants sont : l'Association des

consommateurs industriels de gaz, représentée par maître Guy Sarault (absent).

Corporation Approvisionnement-Montréal Santé et Services sociaux, représentée par maître Pierre Tourigny.

Fédération nationale des associations de consommateurs du Québec et Option consommateurs, représentées par maître Benoît Pépin.

Me BENOÎT PÉPIN :

Bonjour.

LE PRÉSIDENT :

Bonjour.

LA GREFFIÈRE :

Gazoduc TQM, représentée par maître Lise Duquette (absente).

Groupe de recherche appliquée en macroécologie et Union pour le développement durable, représentées par messieurs Jean-François Lefebvre et Jean-Pierre Drapeau.

M. JEAN-PIERRE DRAPEAU :

Bonjour.

LA GREFFIÈRE :

Regroupement national des Conseils régionaux de l'environnement du Québec, représentée par maître Hélène Sicard (absente) et maître Charles O'Brien (absent).

Regroupement des organismes environnementaux en énergie, représentée par maître Yves Corriveau.

Me YVES CORRIVEAU :

Bonjour.

LA GREFFIÈRE :

Observateur : Société en commandite Duke Énergie Marketing, représentée par monsieur Pierre Lacroix.

Y a-t-il d'autres personnes qui désirent présenter une demande ou faire des représentations au sujet de ce dossier?

Je demanderais, par ailleurs, aux intervenants de s'identifier à chacune de leurs interventions pour les fins de l'enregistrement. Merci.

LE PRÉSIDENT :

Merci Madame. Bonjour tout le monde, bonjour Maître Tourigny, je vous ai manqué quand vous êtes arrivé là, je présume, quand vous avez été nommé. Je

m'excuse.

Me PIERRE TOURIGNY :
Je suis difficile à voir!

LE PRÉSIDENT :
Difficile de vous manquer ou difficile à voir?

Me PIERRE TOURIGNY :
À voir!

LE PRÉSIDENT :
À voir, bon O.K. Bonjour tout le monde. Avant qu'on ne débute, Maître Allard est-ce que vous avez des dépôts d'engagements pour nous?

Me JOCELYN B. ALLARD :
Oui, comme vous voyez la pile qui n'est pas loin de moi, ce sont tous les engagements manquants sauf deux. Alors il y avait deux de ces engagements qui ont été transis à la Régie là en soirée, je pense que ça a été effectivement reçu là, on m'a dit que ça avait été envoyé par fax et qu'on avait une preuve de réception du fax, alors... d'envoi de télécopieur.

LE PRÉSIDENT :
O.K. Hier soir?

Me JOCELYN B. ALLARD :

Oui, en soirée, hier soir.

LE PRÉSIDENT :

On va vérifier ça là.

Me JOCELYN B. ALLARD :

Alors, donc les pièces en questions sont SCGM-6, document 2, qui est une pièce révisée...

LE PRÉSIDENT :

Ça, c'est ceux envoyés par fax ou...

Me JOCELYN B. ALLARD :

Oui.

LE PRÉSIDENT :

O.K.

Me JOCELYN B. ALLARD :

SCGM-6, document 2.2 qui est en réponse à l'engagement 24.

SCGM-6 doc. 2 : Réponse à l'engagement 24.

SCGM-6 doc. 2.2 : Réponse à l'engagement 24.

Et SCGM-7, document 1.5, qui est la réponse à

l'engagement 30.

SCGM-7 doc. 1.15 : Réponse à l'engagement 30.

Alors les engagements là qui étaient...

LE PRÉSIDENT :

O.K.

Me JOCELYN B. ALLARD :

... prioritaires.

LE PRÉSIDENT :

Hum hum.

Me JOCELYN B. ALLARD :

Alors je confirmais là, si ça avait été effectivement envoyé, on me dit oui, on a la preuve de l'envoi.

LE PRÉSIDENT :

Est-ce que pour les intervenants, ça se retrouve dans le...

Me JOCELYN B. ALLARD :

C'est surtout dans ce qu'on est en train de distribuer, là.

LE PRÉSIDENT :

O.K. ça va se retrouver ici. O.K.

Me JOCELYN B. ALLARD :

À dix-neuf heures vingt-six (19 h 26) hier soir, ou vingt heures vingt-six (20 h 26), parce que là j'ai deux heures, c'est parce qu'il y a une question d'heures là, le fax n'a pas été changé à l'heure. Dix-neuf heures vingt-sept (19 h 27), alors, c'est dix-neuf heures vingt-sept (19 h 27), alors, c'est avant le huit heures (8 h) que vous nous aviez donné comme indication.

LE PRÉSIDENT :

Et on a une copie de 24?

Me CATHERINE RUDEL-TESSIER :

Et le 6, SCGM-6, document 2, ce serait l'engagement 30?

Me JOCELYN B. ALLARD :

Non, SCGM-6, document 2 qui est une pièce révisée, c'est une pièce révisée, ça va tout ensemble. L'engagement 24, parce que les deux se lisent un à la suite de l'autre là, c'était le même sujet, alors SCGM-6, document 2.2 qui est l'engagement 24 et SCGM-7, document 1.5 (1.15), qui est l'engagement 30.

Mais il faut, évidemment, lire... comme le document SCGM-7, document 1.5 (1.15) le mentionne au début là, comme nous avons mentionné à la pièce, en réponse à l'engagement 24. Donc...

LE PRÉSIDENT :

O.K.

Me JOCELYN B. ALLARD :

Alors, j'en déduis de votre réaction que n'ayant pas vu la pièce là, ça vient d'éliminer ma prochaine question qui était de demander si on pouvait avoir des indications, madame Perron est disponible là, elle est, comme on dit en mauvais français, en □ stand by □, mais là, je comprends que vous allez...

LE PRÉSIDENT :

On pourrait la...

Me JOCELYN B. ALLARD :

... évidemment lire la réponse avant de pouvoir nous indiquer ce qui en est.

LE PRÉSIDENT :

Bien durant la pause, on va avoir l'occasion de...

Me JOCELYN B. ALLARD :

Oui, ça va.

LE PRÉSIDENT :

... regarder la pièce, ces deux pièces-là
principalement...

Me JOCELYN B. ALLARD :

D'accord.

LE PRÉSIDENT :

... puis de vous aviser en conséquence.

Me JOCELYN B. ALLARD :

Ensuite, nous avons les pièces là que nous déposons
aussi, ce sont les pièces SCGM-16, document 1.26, qui
est la réponse à l'engagement 34.

SCGM-16 doc. 1.26 : Réponse à l'engagement 34.

SCGM-16, document 1.28, qui est la réponse à
l'engagement 36.

SCGM-16 doc. 1.28 : Réponse à l'engagement 36.

SCGM-16, document 1.29, réponse à l'engagement 37.

SCGM-16 doc. 1.29 : Réponse à l'engagement 37.

SCGM-16, document 1.30, réponse à l'engagement 38.

SCGM-16 doc. 1.30 : Réponse à l'engagement 38.

SCGM-16, document 1.32, réponse à l'engagement 40.

SCGM-16 doc. 1.32 : Réponse à l'engagement 40.

SCGM-17, document 1.1, engagement 41.

SCGM-17 doc. 1.1 : Réponse à l'engagement 41.

SCGM-19, document 3, engagement 42.

SCGM-19 doc. 3 : Réponse à l'engagement 42.

En enfin, SCGM-17, document 16, qui est l'engagement 43.

SCGM-17 doc. 16 : Réponse à l'engagement 43..

Alors, ça complète les dépôts d'engagements pour ce matin. Évidemment, si dans le courant de la journée là, je reçois les deux engagements qui sont manquants là, d'après nos vérifications il s'agirait des engagements 35 et 39, alors nous, évidemment on va nous les livrer et on vous les remettra. À défaut, d'ici la fin de la semaine on va pouvoir les transmettre à tous là, par télécopieur, afin que ce soit complété pour cette semaine.

LE PRÉSIDENT :

Moi, j'avais aussi en suspens, j'ai peut-être oublié des... je n'ai peut-être pas réconcilié, l'engagement 22 et l'engagement 25; est-ce que vous avez?

L'engagement 22 était un index, je crois que ça été demandé par l'ACIG ou... c'est juste mes notes rapides là, mais...

Me CATHERINE RUDEL-TESSIER :

25?

LE PRÉSIDENT :

22 et 25, 25 était le document sur la bonification. J'ai vu passer un document, peut-être que ça été déposé?

Me JOCELYN B. ALLARD :

25 : □ Fournir un document expliquant le fonctionnement du programme de rémunération variable □ là, c'est monsieur Doucet qui a déposé SCGM-7, document 1.1 le cinq (5) novembre, lors de son témoignage...

LE PRÉSIDENT :

O.K.

Me JOCELYN B. ALLARD :

... et 22, c'est aussi un document qui a été déposé

le cinq (5) novembre, non pas par monsieur Doucet là, mais probablement comme suite à l'engagement là, c'est SCGM-5, document 1.12. En tout cas, si ce ne sont pas les bonnes coordonnées, vous m'indiquerez là, on vérifiera.

LE PRÉSIDENT :

Non, vous avez sûrement raison, j'ai probablement, avec la quantité là, j'ai probablement manqué ceux-là.

Pendant qu'on est sur les engagements, j'aurais des... le Banc aurait des clarifications additionnelles là, sur certains engagements qui ont été déposés à date et je comprends là que les gens ne sont pas ici là, je vais juste essayer d'être assez, mettons succinct et clair dans les clarifications.

L'engagement 29, qui a été déposé, je crois hier, l'engagement 29 était de : □ Produire un document décrivant les objectifs corporatifs quantitatifs pour l'année 97-98 □ et ce qui a été déposé, la pièce SCGM-7, document 1.14, page 1 de 1, en fait réfère à la description qualitative où l'on retrouve les quatre éléments là, en fait, qui seraient les considérations annuelles, la qualité de service, les indices de qualité de service, le niveau des dépenses d'exploitation, les livraisons petit et moyen débits,

les nouvelles ventes.

La réponse est qualitative alors qu'on demandait est-ce qu'il y avait un exemplaire, si je me rappelle de la question là, si je relis la question des notes là :

Q. Est-ce qu'il y aurait moyen d'avoir un exemple pour l'année quatre-vingt-dix-sept, quatre-vingt-dix-huit (97-98), un exemplaire de ce document-là, en référence à l'objectif corporatif, ça nous aiderait à comprendre comment c'est figuré?

R. Oui, on pourrait vous produire cet exemple-là.

Q. O.K., ce sera l'engagement 29.

Qui se lisait comme : Produire document décrivant les objectifs corporatifs quantitatifs pour 97-98 , et peut-être qu'il y aurait une clarification là qui pourrait nous être apportée par SCGM là, sur la réponse donnée là, ou fournir le document comme tel en tant que tel là, qui était, je pense, la teneur de l'engagement.

Me JOCELYN B. ALLARD :

Je vais... premièrement, je vais vous avouer que je n'ai pas la pièce avec moi là...

LE PRÉSIDENT :

Oui, oui, c'est ça.

Me JOCELYN B. ALLARD :

... et dans la liste ici, je note d'ailleurs que dans la liste que j'ai ici, c'est indiqué évidemment □ 98-99 □, ça part mal là. En tout cas, je vais vérifier là, j'ai pris en note ce que vous venez de dire et puis je vais tenter de vous revenir dans le courant de la journée avec ça.

LE PRÉSIDENT :

Quatre-vingt-dix-huit, quatre-vingt-dix-neuf (98-99)?

Me JOCELYN B. ALLARD :

Non, c'est parce que moi, j'avais : □ Description des objectifs corporatifs 98-99 □, alors là, je vois que ce n'est même pas les mêmes années dont on parle.

LE PRÉSIDENT :

Oui, mais la question était quatre-vingt-dix-sept, quatre-vingt-dix-huit (97-98).

Me JOCELYN B. ALLARD :

O.K., donc, c'est effectivement quatre-vingt-dix-sept, quatre-vingt-dix-huit (97-98)...

LE PRÉSIDENT :

Oui.

Me JOCELYN B. ALLARD :

... qu'on a déposé?

LE PRÉSIDENT :

Oui, sauf que c'est simplement le côté qualitatif et la demande était : quelles sont les données quantitatives qui formaient les objectifs corporatifs pour l'année passée.

Pour prendre un exemple, le niveau des dépenses d'exploitation, quels étaient les objectifs au début de l'année et, en fait, c'est là qu'on est capable de déterminer c'est quoi les balises. Est-ce que vous comprenez le sens?

Me JOCELYN B. ALLARD :

Je vais vérifier.

LE PRÉSIDENT :

Ce serait une clarification sur l'engagement 29. On ne donnera pas un autre engagement là, on va juste faire □ clarification de 29 □.

ENGAGEMENT NO 29A : Clarifier l'engagement 29 déjà déposé.

Et dans le même ordre d'idée, il y aurait certaines clarifications que le Banc désirerait obtenir aussi sur l'engagement 31 et l'engagement 31, pour vous mettre dans le contexte, était suite à des questions de maître Pépin, concernant les budgets, les prévisions de... les budgets du développement de réseau, les prévisions qui avaient été incluses à l'intérieur de la base de tarification et ces questions, maître Pépin disait :

Q. O.K., à partir du budget 5/7, vous aviez des investissements de développement de réseau de trente millions de dollars (30 000 000 \$) qui sont passés pour le budget 99 à cinquante millions de dollars (50 000 000 \$); est-ce que ces vingt millions (20 000 0000 \$) additionnels sont toujours prévisibles en considération de l'impact négatif des hausses du prix du gaz, etc.?

Et la réponse de madame Perron en ce temps-là avait été :

R. Non, effectivement, ils ne seront pas les mêmes, les projets, pendant les projets.

Et éventuellement, elle allait un peu plus loin en

disant que :

R. Oui, certains projets poursuivent leur cours, Magnola poursuit son cours, les investissements pourraient être de onze millions (11 000 000 \$), probabilité d'autres projets en place.

Et ce qu'on a comme réponse à l'engagement, c'est que dans un premier temps, les additions totalisaient cinquante millions cent deux mille dollars (50 102 000 \$) pour, incluant le projet Beaupré et dans la réponse à l'engagement 31, on retrouve ce même montant de cinquante millions cent deux mille dollars (50 102 000 \$) et le projet Beaupré n'est plus listé, ce qui fait, en fait, un crédit de dix millions de dollars (10 000 000 \$) sur le total, mais comme en fait il avait été mentionné par madame Perron, le projet Asbestos-Magnola a passé de six millions trois (6,3 M\$) à dix millions neuf (10,9 M\$) ou à onze millions (11 000 000 \$) pratiquement, qu'elle m'avait identifié, et la question de clarification dans ce contexte-là, c'est lorsqu'on passe du projet de six millions trois (6,3 M\$) à onze millions (11 000 000 \$), elle avait déjà souligné, je crois, qu'il y avait peut-être une probabilité de réalisation qui s'étendrait dans la ville et la question de clarification, dans ce contexte-là,

c'est : quel est effectivement le... mettons, sans entrer dans le détail du projet là, on passe d'une augmentation, en fait là de soixante-quatorze pour cent (74 %), de six (6 M\$) à onze (11 M\$); au moins, décrire quelle est la différence du projet d'un point de vue descriptif.

Et deuxièmement, est-ce que le quatre point six millions (4,6 M\$), le quatre millions six cent quatre-vingt-un mille dollars (4 681 000 \$) additionnel qui est identifié pour ce projet-là, est-ce qu'il y a des portions de cet ajout qui seraient compensées par des subventions.

(9 h 45)

Parce qu'on ne retrouve pas à la page... document 4, SCGM-12, document 4, page 4 de 4, aucune indication de subvention potentielle. Disons qu'il y a quatre millions six cent quatre-vingt-un mille dollars (4 681 000 \$) là qui se retrouvent dans la colonne de coûts, mais si la profitabilité n'est pas affectée, il y a peut-être des subventions, ce serait pour... il y a une des deux pages, en fait, de clarification.

ENGAGEMENT NO 31-A : Clarifier l'engagement 31 déjà déposé concernant le projet Magnola.

Me JOCELYN B. ALLARD :

Donc les deux points là, si j'ai bien pris en note là, expliquer la différence de six point trois (6,3 M\$) à onze millions (11 000 000 \$) pour le projet Magnola et est-ce que cette différence de quatre point six millions (4,6 M\$) ou... ce n'est pas onze millions (11 000 000 \$), c'est dix point neuf millions (10,9 M\$).

LE PRÉSIDENT :

Dix point... dix millions neuf cent quatre-vingt-onze mille (10 991 000 \$), là.

Me JOCELYN B. ALLARD :

O.K. Donc et le quatre point six millions (4,6 M\$) et quelques sous là, additionnels, est-il compensé par des subventions potentielles.

LE PRÉSIDENT :

Par certaines subventions qui devraient se retrouver dans la page 4. O.K.

L'autre projet, qui est aussi, qui apparaît dans la révision, est le projet Grenville et ce projet Grenville est deux point trois millions (2,3 M\$) qui apparaît présentement, là, qui est un ajout net versus le document initial et ce projet Grenville-là a déjà été soumis, si je me rappelle bien, à la Régie

en quatre-vingt-dix-sept (97) pour deux point deux millions (2,2 M\$) et... O.K., deux point trois (2,3 M\$) si on regarde un décalage de deux ans là, le chiffre en tant que tel est sûrement correct, je ne veux pas le questionner.

Mais en quatre-vingt-dix-sept (97), ce projet-là avait été retiré par SCGM parce que effectivement, il n'y avait pas eu l'obtention de subventions et les subventions étaient de un point six million (1,6 M\$) pour le projet de deux point deux millions (2,2 M\$) et un peu la même chose, on ne retrouve pas, à la page 4 de 4, l'identification de subventions potentielles qui seraient requises pour la profitabilité du projet en tant que tel de un point six million (1,6 M\$), un million six cent dix mille dollars (1 610 000 \$).

Ça fait que ce serait encore le contexte de clarification si Grenville, effectivement, se retrouve dans base de tarification, est-ce qu'il y a des subventions qui sont prévues pour ce projet-là, comme c'était le cas en quatre-vingt-dix-sept (97), si oui, les indiquer.

ENGAGEMENT NO 31-B : Clarifier l'engagement 31 déjà déposé concernant le projet Grenville.

Et le troisième ajout, en fait, concerne les projets du Parc industriel et lorsqu'on regarde le document initial sans avoir une description détaillée des projets, on avait un total de six millions trois cent mille dollars (6 300 000 \$) et dans la révision, on retrouve un total de neuf millions trois cent dix-neuf mille dollars (9 319 000 \$) et le trois cent dix-neuf (319 000 \$) en fait, il y a une augmentation de trois millions dix-neuf mille dollars (3 019 000 \$) pour les projets en fait, ce serait la clarification : est-ce que les... qu'est-ce qui explique une augmentation de cinquante pour cent (50 %) de ces projets-là, dans un contexte... je ne sais pas, est-ce que c'est des nouveaux projets qui sont aussi rentables qui ont été ajoutés, parce qu'on n'avait pas la liste initiale, et est-ce que l'ajout de trois millions dix-neuf mille dollars (3 019 000 \$) inclut également des subventions potentielles qui sont attendues pour réaliser ces projets-là, parce qu'effectivement, les vingt millions (20 000 000 \$) de différence se retrouvent dans la base de tarification et se retrouvent dans le calcul total.

Et en fait, si on additionne les ajouts de quatre millions six cent quatre-vingt-un mille dollars (4 681 000 \$), deux millions trois (2 300 000 \$) pour Grenville et trois millions dix-neuf mille dollars

(3 019 000 \$) pour les projets du Parc industriel, on se retrouve avec un dix millions (10 000 000 \$) qui compense le dix millions (10 000 000 \$) qui a été enlevé pour Beaupré.

Ça fait que c'est juste de savoir c'est quoi la clarification de ces projets-là, incluant le contexte des subventions attendues pour ces projets-là qui en assurent ou en garantissent une certaine viabilité, là.

ENGAGEMENT NO 31-C : Clarifier l'engagement 31 déjà déposé concernant l'augmentation de 10 millions pour les projets.

Me JOCELYN B. ALLARD :

Le quatrième point étant d'expliquer aussi l'augmentation de six point trois (6,3 M\$) à neuf point trois un neuf millions de dollars (9,319 M\$) pour le projet Parc industriel. Pour ce qui est du projet Glenville, en tout cas, ce que j'en sais, là...

LE PRÉSIDENT :

Grenville c'était le...

Me JOCELYN B. ALLARD :

Je sais qu'effectivement, il y a eu un désistement en quatre-vingt-dix-sept (97) là et je sais avoir demandé un numéro de requête là, récemment à la Régie pour ce projet-là, alors...

LE PRÉSIDENT :

Grenville, en fait la question est qu'il y avait une subvention déjà incluse dans le projet de un million six (1,6 M\$) et cette subvention-là ne se retrouve pas à la page 4.

Donc, ce serait de faire le... il y a un balancement là, il y a des vases communicants qu'il faut qu'ils se rebalancent.

Me JOCELYN B. ALLARD :

Y a-t-il une subvention prévue pour le projet Grenville dans le projet prévu là, qui va être déposé incessamment.

LE PRÉSIDENT :

Et si oui, elle devrait se retrouver à la... ça fait que ce serait dans ce contexte-là, la mise à jour de l'engagement 31 également.

Et en même temps, oui, sur la page 4 de 4, il y a une note en bas de page en précisant là :

*En l'an 2000, une subvention gouvernementale
au montant de 4 150 000 \$ est prévue.*

Est-ce qu'il y a certaines clarifications ou données qui pourraient supporter cet énoncé-là ou engagements quelconques, on parle de l'an deux mille (2000), sous quelle forme, disons de quelle façon on peut anticiper ce quatre millions (4 000 000 \$)-là, pour essayer de supporter ça. Ça permettrait de balancer ces pièces au dossier.

Me JOCELYN B. ALLARD :

C'est la page 4 de SCGM-12, document 4, c'est ça?

LE PRÉSIDENT :

Exactement, puis la note 1, de bas de page.

ENGAGEMENT NO 31-D : Clarifier la note de bas de page numéro 1 du document SCGM-12, document 4, page 4 de 4 concernant une subvention de 4 150 000 \$.

Me JOCELYN B. ALLARD :

D'accord. Alors, plutôt que deux engagements manquants, on en a deux et des poussières.

LE PRÉSIDENT :

Monsieur Tanguay?

M. FRANÇOIS TANGUAY :

Pendant qu'on est dans la valse des millions, je vais prendre deux petites minutes pour vous parler de l'Amérique Centrale. La Régie a décidé de faire sa part, d'intervenir. Nous avons contacté une ONG qui s'appelle Cusseau Québec, avec laquelle personnellement j'avais déjà collaboré dans une vie antérieure et nous avons effectivement établi un lien avec des organismes sur le terrain, au Nicaragua, qui y sont depuis un certain nombre d'années.

Alors, nous avons l'intention d'envoyer de l'aide directe, sous forme d'argent. Nous nous sommes donné jusqu'à vendredi prochain et je profite du fait que j'ai deux tarifaires, puisque je vais être sur Gazifère, pour aller taper les avocats et les intervenants au maximum.

Alors, nous vous demandons votre collaboration, un peu comme dans le cas de Centraide, il y a un petit cochon à l'entrée dans lequel vous pouvez déposer papiers, chèques et autres.

Vous avez les coordonnées à quel nom faire le chèque là-bas et je vais aussi vous donner le numéro d'un

compte dans lequel vous pouvez déposer directement l'argent, c'est-à-dire le principe d'un dépôt direct.

Cet argent-là sera transféré dans les dix (10) jours à cent pour cent (100 %) sur le terrain. Les gens reçoivent beaucoup de choses, mais le problème c'est que sur le terrain, ils n'ont pas d'argent pour acheter des biens qui viendraient, par exemple, du Mexique, etc., il y a des zones qui ne sont pas accessibles, qui sont coupées de l'aide, mais qui ont accès par en arrière à d'autres pays.

Alors, c'est dans ce style de collaboration-là qu'on y va.

Le but qu'on s'est donné à la Régie, c'est de ramasser mille dollars (1000 \$) dans les huit, neuf jours qui nous séparent de la semaine prochaine, le Banc, pour bonne mesure, met dix pour cent (10 %) du montant en partant.

Il y a un appel qui a été lancé à l'ensemble du personnel de la Régie qui, par le fait même, vous est lancé et... bien voilà. C'est aussi simple que ça.

Je vous évite les coordonnées, vous les avez à l'entrée. Je sais qu'on vous a sollicités, puis tout le monde se fait solliciter à ce temps-ci de l'année,

mais ces gens-là ont déjà trente mille (30 000) morts, un pays défait, pas d'infrastructures, pas d'hôpitaux, pas de nourriture, rien, pas de relève rien pour des mois et des mois en avant d'eux.

Il a beau faire chaud, ils ont des problèmes pas mal plus grave; on avait trois morts au Saguenay puis on a trouvé un milliard (1 000 000 000 \$), j'imagine que pour trente mille (30 000), on devrait trouver un peu de sous. Alors, on compte sur votre collaboration. Merci beaucoup.

LE PRÉSIDENT :

Merci, Monsieur Tanguay. S'il n'y a pas d'autres points de logistique avant le début de cet avant-midi, on va procéder avec vous, Maître Pépin et votre témoin.

Me BENOÎT PÉPIN :

Alors l'assermentation du témoin.

IN THE YEAR NINETEEN HUNDRED AND NINETY-EIGHT, on the twelfth (12th) day of November, PERSONALLY CAME AND APPEARED:

MARK DRAZEN, Member, Drazen Consulting Group, 7730 Forsyth Boulevard, St. Louis, Missouri, U.S.A.;

WHOM, after having made a solemn affirmation, doth depose and say as follows:

EXAMINATION BY Me BENOÎT PÉPIN :

And for the purpose of the qualifications of Mr. Drazen, he is an expert in public utility economics and regulation.

- 1 Q. I would ask you, Mr. Drazen, to please state your present position and qualifications.
- A. I am head of the firm of Drazen Consulting Group. My educational background is that I have degrees in Mathematics and Engineering from the Massachusetts Institute of Technology, and I have studied accounting at the Washington University Graduate Business School, in St. Louis. I've worked in the field of public utility regulation and deregulation since nineteen seventy-two (1972).

In the gas field, my experience encompasses most of the major pipelines in Canada, oil pipelines being Interprovincial and gas pipelines, TransCanada, West

Coast, NOVA, also the Maritimes and North East pipeline, which is yet to be built, and gas distributors including Canadian Western Natural Gas, Northwestern Utilities, in Alberta, Pacific Northern Gas, and numerous gas utilities in the U.S., plus electric utilities throughout the U.S. and Canada.

Me BENOÎT PÉPIN :

And since the details of Mr. Drazen's experience and professional qualifications have also been filed as Appendix A into the evidence, and that this has already been filed with the Régie and sent to the other attorneys, and subject to their cross-examinations if any, I would request the Régie to recognize Mr. Drazen as an expert on public utility economics and regulation.

LE PRÉSIDENT :

Merci, Maître Pépin. Est-ce que vous avez des questions, Maître Allard?

CROSS-EXAMINATION BY Me JOCELYN B. ALLARD :

Pas plusieurs.

- 2 Q. Good morning, Mr. Drazen, Jocelyn Allard for Gaz Métropolitain. You mentioned that since nineteen seventy-two (1972), that's what I understood, you were involved in the gas distribution business as a witness, I understand?

A. I've been involved as a consultant...

3 Q. As a consultant?

A. ... in utility regulation.

4 Q. Okay. As an expert witness in front of administrative tribunals or different regulatory boards, in how many cases have you testified in gas distribution cases in your career, in Canada, let's limit this to Canada?

A. If I would try to count it up, I would say probably a couple dozen.

5 Q. So, about twenty-five (25)?

A. Yes.

6 Q. That's for Canadian gas distributors regulatory cases?

A. Yes.

Me JOCELYN B. ALLARD :

Je n'ai pas d'autres questions.

LE PRÉSIDENT :

Merci, Maître Allard. Est-ce qu'il y a d'autres questions de la part d'autres intervenants? Est-ce qu'il y a des objections pour la reconnaissance comme expert de monsieur Drazen? Maître Allard, vous n'avez pas d'objection, non?

Me JOCELYN B. ALLARD :

Non, pas d'objection.

LE PRÉSIDENT :

Très bien, dans ce contexte-là, la Régie will recognize Mr. Drazen as expert in public utilities economics and regulation. Please proceed.

EXAMINATION BY Me BENOÎT PÉPIN :

7 Q. Can you please begin by stating the purpose of your appearance today in these proceedings, Mr. Drazen?

A. Okay, I'm appearing on behalf of Option consommateurs and FNACQ in this case, I've prepared evidence on the new regulatory framework and incentive regulation which, I understand, will be heard in Phase III, and that was, in that part, madame Pearson worked with me. I've also prepared evidence concerning the temperature normalization, cash working capital, and residential market developments, and this is in the context of the general principles for rate-making.

8 Q. And for the purpose of your appearance, do you have before you a copy of the following exhibits -- your evidence on behalf of Option consommateurs and FNACQ, your resume, filed as Appendix A to your evidence, and the responses to questions from SCGM and their intervener, RNCREQ, in these proceedings?

A. Yes.

9 Q. And now, for the purpose of the transcript, am I to understand that the evidence is filed as FNACQ-1, is this so, I just want to make sure I have the proper reference to the exhibits? My understanding was that

the evidence would be FNACQ-1 and the responses would be FNACQ-2, and these are comprised of three different documents, one was a series of responses to questions, which could be FNACQ-2.1; then we have additional calculation in relation to Question 38 that has been filed separately, that would be Document 2 of FNACQ-2; and then the response to Question 52 that came in late, which would be FNACQ-2, Document 3, if that's agreeable?

A. ...

LE PRÉSIDENT :

Peut-être vous pouvez recommencer plus tranquillement, oui.

Me JOCELYN B. ALLARD :

Moi, je suis perdu.

M. FRANÇOIS TANGUAY :

JPeut-être le faire en français.

LE PRÉSIDENT :

C'est ça, oui.

Me BENOÎT PÉPIN :

La preuve, comme FNACQ-1.

LE PRÉSIDENT :

C'est ça.

Me BENOÎT PÉPIN :

Le curriculum vitae de monsieur Drazen, qui est aussi, qui est l'annexe A de la pièce FNACQ-1, mais ça vient avec, ça.

LE PRÉSIDENT :

Ça vient avec dans le fond, c'est ça, c'est dans FNACQ-1.

Me BENOÎT PÉPIN :

D'accord.

FNACQ-1 : Témoignage écrit de M. Mark Drazen, avec son curriculum vitae à l'annexe A

Me BENOÎT PÉPIN :

Et vous avez ensuite les réponses que nous avons transmises aux différentes questions des intervenants, soient Gaz Métropolitain et le RNCREQ, une série de réponses qui seraient FNACQ-2, document 1.

LE PRÉSIDENT :

C'est ça.

FNACQ-2, doc. 1 :

Réponses à
différentes
questions de SCGM et
du RNCREQ

Me BENOÎT PÉPIN :

Sous pli séparé, vous auriez reçu des calculs additionnels en réponse à la question 38, qui n'avait pas été complétée au moment où la série de réponses a été envoyée.

Me CATHERINE RUDEL-TESSIER :

C'est 48, peut-être?

Me BENOÎT PÉPIN :

38, il s'agit d'un tableau.

Me CATHERINE RUDEL-TESSIER :

C'est 48.

Me BENOÎT PÉPIN :

C'est 48? Ah, je m'excuse, j'ai peut-être...

LE PRÉSIDENT :

Oui, Effect of Compounding Return ?

Me BENOÎT PÉPIN :

Oui, c'est ça.

LE PRÉSIDENT :

O.k., c'est 48.

Me BENOÎT PÉPIN :

Ah, pardonnez-moi. Alors, le tableau en réponse à la question 48, plutôt que 38, vous m'excuserez, FNACQ-2, document 2.

FNACQ-2, doc. 2 : Tableau en réponse à la
question 48

Me BENOÎT PÉPIN :

En fait, pour vous éclairer, c'est une lettre transmise le vingt-sept (27) octobre qui comprend, dans ça, il y avait le tableau 1 qui manquait, qui avait été une omission; il y avait - auquel il est fait référence dans la question 48 - il y a la réponse aux questions 38 et 52, qui ont été transmis ensemble donc c'est ce document-là, cette lettre du vingt-sept (27) octobre, qui est le deuxième élément qui complétait les réponses aux questions écrites, c'est ça, qui serait le document 2; alors, il n'y en aurait que deux.

LE PRÉSIDENT :

O.k., est-ce que c'est clair pour tout le monde?

Me JOCELYN B. ALLARD :

Oui.

LE PRÉSIDENT :

O.k.

Me BENOÎT PÉPIN :

10 Q. So, Mr. Drazen, do those exhibits contain evidence prepared by you under your supervision or for which you are otherwise responsible?

A. Yes.

11 Q. Are there any material additions or corrections to these exhibits?

A. No.

12 Q. Then are these exhibits accurate to the best of your knowledge and belief?

A. Yes.

13 Q. Do you adopt these exhibits as your evidence in these proceedings?

A. I do.

14 Q. You wish to add something?

A. I would like to give a brief summary of the points and just try to incorporate the current status of the issues as I understand them. The first part is the evidence on cash working capital, and my suggestion to the Régie was to include interest and preferred dividends in the calculation of the cash working capital requirements, as shown in the evidence, the

interest... the revenues to pay the interest are collected well in advance of the need to pay them, so that provides a source of working capital, and I propose that that be recognized.

Gaz Métro has suggested that if it's proper to include the long-term interest, it's also proper to include the short-term interest, and I agree with that. The reason we didn't do it is that the information necessary to do it wasn't provided, we requested a calculation and at that point, Gaz Métro said that including interest was not part of its proposal, so we didn't get the information. But I would agree that that change should be made.

Gaz Métro has also proposed to include depreciation, with which I disagree, and I can explain why in a minute. But in the broader picture, what this is, this is part of a discussion in the evolution of the concept of cash working capital. And perhaps I can provide a little bit of perspective on that.

Originally, I think Mr. -- I forget... -- originally, the usual approach was called the "one eighth method". I think the FERC in the U.S. used this, I don't know who else. And it was based on the view that on balance, the revenues were collected forty-five (45) days after the service was rendered. So,

taking forty-five (45) over three hundred and sixty (360) was one eighth, and therefore the simple calculation was one eighth of the operation and maintenance expenses.

And then, in some cases, there was a slight refinement of this, people said, "A year is not three hundred and sixty (360) days, it's three hundred and sixty-five (365) days, so we should use forty-five (45) over three sixty-five (365)." I know this was done in Massachusetts. But then, it would be realized that forty-five (45) days wasn't entirely precise either. So, a further refinement was a method called the "balance sheet method", I believe it was used in Michigan, I'm not sure where else.

The idea of the balance sheet method was that the balance sheet shows the totality of all investments required, including short-term debt that might be required to fund working capital and also included any cash that the utility might have which would be an offset to that. The problem with the balance sheet method was that the balance sheet is a snapshot of one, basically one day, so looking at the balance sheet at the beginning of the year and the end of the year wasn't entirely accurate.

One could look at thirteen balance sheets, beginning

of January, no, I guess it would be October first (1st), October thirty-first (31st), and then at the end of each subsequent month, so, thirteen balance sheets, averaging those would be a way to do it. That wasn't considered entirely accurate, which meant that really we'd have to use three hundred and sixty-five (365) balance sheets, that's a somewhat cumbersome method. But it was another stage in the development.

Then people realized that a lead-lag study could accomplish much the same effect, and it was a way of measuring more accurately how long was the lag in revenues, how long was the lag in various expenses, and one could calculate those separately. And in most cases, that was done on the basis of the operating expenses, at which point several regulatory agencies began to look at it more closely and said, "Operating expenses are not the only thing recovered in the rates, there are also the financial expenses."

And as explained in my evidence, the interest is a large item with a large lag in payment and therefore what I would call a net lag, or a large negative net lag in recovery, or a lead, if you will, the terminology isn't always consistent from place to place.

So, including interest is an offset to working

capital requirement. Preferred dividends are similar but have a much smaller effect. And I've relied on some references to other agencies and the reasons why they gave for including those.

I've also pointed out that if one includes the financials for interest and preferred stock, what about equity? And this is a part of the discussion that I think has yet to evolve fully, so, I discuss it in the evidence but I don't recommend including it right now. In effect, I say, "Leave the equity portion out of the calculation."

And likewise, depreciation should be left out. One reason is that it's a non-cash expense, one could get into a deeper analysis of it, but I think that's something that I'm recommending, that if the Board wants to consider the treatment of equity and depreciation, that should be the subject of a future analysis.

However, in brief, I think because Gaz Métro has suggested, I prepared some charts to try to show what the effect of... including the equity, or excluding the depreciation would be. If you like, I can present them now, or I can present them later.

(10 h 15)

Me JOCELYN B. ALLARD :

Do we have copies of the transparents?

Me BENOÎT PÉPIN :

No, we do not have copies, this morning, of the presentation made on the transparents, but we will provide them as soon as possible.

LE PRÉSIDENT :

15 Q. We'll make copies, after your presentation, we can just... How many slides do you have?

A. I have four.

LE PRÉSIDENT :

Four slides? O.k., so right after the presentation, we will make copies of them.

Me BENOÎT PÉPIN :

Merci.

WITNESS:

A. What I have tried to illustrate here is...

Me JOCELYN B. ALLARD :

Je m'excuse, Monsieur le Président, mais avant d'avoir... c'est parce que pour mes gens qui sont les techniciens du sujet puissent suivre, je veux m'informer s'ils peuvent suivre à partir seulement de

l'acétate; ils sont assis en arrière de la salle,
sans avoir le document entre les mains, alors, là, je
trouve que ce n'est pas tellement correct.

LE PRÉSIDENT :

O.k., on vérifier avec eux autres si...

Me JOCELYN B. ALLARD :

Si on peut faire les copies avant, on apprécierait.

LE PRÉSIDENT :

On peut suspendre cinq minutes, faire les copies
des... on parle... you've got four slides, so we'll
just stop five minutes, we'll make the photocopies of
the slides right away, and we will reconvene in five
minutes, okay?

Me BENOÎT PÉPIN :

Okay, thank you.

(THE HEARING IS SUSPENDED)

(10 h 30) (THE HEARING IS RESUMED)

LE PRÉSIDENT :

Avant qu'on ne poursuive, Maître Allard, on a pris
rapidement connaissance des engagements 24 et 30 et
compte tenu des nombreuses données et des questions

potentielles, il est préférable d'avoir madame Perron avec nous cet après-midi pour, un, nous guider à travers ses réponses et être capable peut-être de répondre de façon directe et ponctuelle aux interrogations et tarifications qui pourraient se poser. Ça va empêcher de faire un suivi; ça fait que si vous voulez faire le contact avec madame Perron, s'il vous plaît?

Me JOCELYN B. ALLARD :

Oui, ça va.

LE PRÉSIDENT :

O.k., merci. Maître Pépin, on peut y aller.

Me BENOÎT PÉPIN :

For the record, we'll file these as FNACQ-3, "en liasse".

LE PRÉSIDENT :

Okay.

FNACQ-3 :

En liasse, les quatre acétates utilisés par le témoin pour sa présentation

Me BENOÎT PÉPIN :

16 Q. Mr. Drazen...

A. What I've shown on these series of sheets is the effect of the compounding equity that I talk about, and although handing them all out ahead of time somewhat eliminates the element of surprise, I've also shown in what respect the proposals that include depreciation would be correct.

What I've shown here is that if one thinks about the value to the investor, on the top, I've shown if an investor has three thousand dollars (\$3,000) on January first (1st) and expects a ten percent (10%) return, at the end of the year, the investor would have three thousand three hundred dollars (\$3,300).

Okay, now the assumption is that the utility has given a return equity comparable to what investors could earn elsewhere, so whether the investor invests it in the utility or puts it into another security, it doesn't matter.

Now, in a utility setting, the three thousand dollars (\$3,000) is invested in rate base, and I'm assuming here that the depreciation is two hundred dollars (\$200) for the year, so we have a rate base of two thousand nine hundred (\$2,900), which is the average at the beginning and the end of the year, and a depreciation expense of two hundred (\$200).

With the rate base of two thousand nine hundred (\$2,900), ten percent (10%) return is, the two hundred and ninety dollar (\$290) return plus two hundred dollars (\$200) depreciation expense would be four hundred and ninety dollars (\$490) as a total of return plus depreciation.

Then the question arises, "When do the investors get their money, and what effect does this have?" So if, in the first example, I say, what happens to the invest... if the investors only get their money at the end of the year? So in this case, at the end of the year, the investors have an investment worth two thousand eight hundred (\$2,800). They've received four hundred and ninety dollars (\$490) at the end of the year, so now, at this point, they have a value of three thousand two hundred and ninety (\$3,290), which is less than the three thousand three hundred (\$3,300) that they would have had at a ten percent (10%) return. So, if the money is paid at the end of the year, the investors are not given a full return.

However, what happens if we decide that the investors will get their entire amount in the middle of the year? In this case, on June thirtieth (30th), the investors get the four hundred and ninety dollars (\$490) that we calculated as the return plus depreciation. Because the ten percent (10%) was based

on what they could get elsewhere, they take that four hundred and ninety dollars (\$490), invest it at ten percent (10%) for six months out of twelve, so the four hundred and ninety dollars (\$490) grows by twenty-four dollars and forty cents (\$24.40).

At the end of the year, it's five hundred and fourteen dollars (\$514), and if we add the five hundred and fourteen (\$514) to the twenty-eight hundred dollar (\$2,800) balance up here, now the investors have three thousand three hundred and fourteen dollars (\$3,314). So they have more than the ten percent (10%) return effective, and that's because of the compounding effect.

Now, I used June thirtieth (30th) because the assumption is that the service is rendered on average in the middle of the year. With the lag in payment, if we take the forty-five (45) day estimate, we'll say that, what happens if the investors get their money not on June thirtieth (30th) but on August fifteenth (15th), forty-five (45) days later? So, in this case, they get the four hundred and ninety dollars (\$490), that amount is compounded for four and a half months, and we get five hundred and eight dollars and thirty-eight cents (\$508.38), add that to the twenty-eight hundred (\$2,800), and the total is now three thousand three hundred and eight dollars

(\$3,308).

So, even though there is a lag in billing between the average service date and the average payment date, the compounding effect still benefits the investors. They come out with slightly more than three thousand three hundred dollars (\$3,300).

Okay, in this example, I've taken... okay, you've already got the sheets there. What I've done in this example is, say, instead of the investors being paid once on August fifteenth (15th), what happens if the amount is split four times, so they get paid quarterly -- end of March, end of June, end of September, end of December? Now, on average, that's the same as being paid forty-five (45) days after the middle of the year.

So in this case, the amount paid on March thirty-first (31st) -- I took the four hundred and ninety (\$490), divided it into four equal payments of a hundred and twenty-two fifty (\$122.50) -- the amount paid on March thirty-first (31st) grows at ten percent (10%) for nine months, so, it grows to a hundred and thirty-one sixty-nine (\$131.69); the amount paid on June grows to a smaller amount, and then the amount on December thirty-first (31st) doesn't grow at all. If we add these up, we get five

hundred and eight dollars and thirty-eight cents (\$508.38), which, if you refer back to the previous sheet, was the same number as the one payment on August fifteenth (15th). The point is that with the payments throughout the year, there is still a compounding effect.

And if we look at a gas utility, the income isn't necessarily earned throughout the year evenly. In effect, when we have a utility with a fiscal year of October through September, the bulk of the revenues from the heating customers are received earlier rather than later. So, I've taken the same four hundred and ninety dollars (\$490) and divided it into pieces like this, and if we do that, the effect of the compounding on the earlier payments raises the five hundred and eight thirty-eight (\$508.38) to five hundred and ten dollars (\$510).

So, all of this says that there is a compounding effect when the investors get the dividends. Now, investors don't get the dividends, the gas utility is still doing something with it, it's investing it in another plant which shows up in the rate base, which shows up in the return, or splitting it in another account. Either way, the investors own the value of those dollars whether they are paid out or not.

Now, having said all that, let me go back and say in what case I think Gaz Métro would be correct about including depreciation. What I pointed out here is that if the investors get their money at the end of the year, they are under-compensated, they get thirty-two ninety (\$3,290) instead of thirty-three hundred (\$3,300). Now, in this case, the depreciation expense is two hundred dollars (\$200), the depreciation is, on average, incurred in the middle of the year, so you have a half-year lag on depreciation expense.

So, if we were to add -- I'll have to ask to pencil this in -- if we were to say that the rate base, which here I said was twenty-nine hundred dollars (\$2,900), then we have a cash working capital equal to depreciation times one half-year lag, would be one hundred (\$100). The extra one hundred dollars (\$100) times ten percent (10%) would produce another ten dollars (\$10) of return. And that ten dollars (\$10) of return would bring this up to five hundred (\$500), which would bring the total up to thirty-three hundred (\$3,300).

So the... my view is that... so, this would be three thousand (\$3,000), and ten percent (10%) is three hundred (\$300). So, if the equity return were paid at the end of the year, then including depreciation

would make sense, since the equity payment... But if that were the case, then one would have to say, if the equity is earned throughout the year, it would create a negative lag and have an offset as well.

So, the effect is when the... as I showed on the previous slides, including the equity return paid throughout the year creates a compounding effect. The way to remove that compounding effect is to treat the equity... would be to treat the equity as all recovered at the end of the year. And in that case -- and only that case -- it would be proper to include the depreciation.

(10 h 45)

And to give some magnitude to this, I believe the effect of including the debt, both long-term and short-term, and the preferred... the effect of including the long-term debt and preferred dividends was to reduce the working capital requirement by eight million one hundred and sixty-five thousand (\$8,165,000) -- that's on Page 25 of my evidence.

The effect of including the short-term debt offsets that by about one million six (\$1,600,000), so the net effect is a six and a half million dollar (\$6,500,000) reduction in rate base. With the overall rate of return requested by Gaz Métro and the effect of taxes, that would translate into a reduction to

the rate payers of roughly a million dollars
(\$1,000,000) a year.

Now, the next portion of the evidence -- should I
wait for questions on that or go on?

Me BENOÎT PÉPIN :

17 Q. Go on.

A. Okay. The next portion of the evidence concerns the
revenue normalization method. We talk about
temperature normalization, but it's really the
revenue effect of the temperature normalization. And
I look at this in the context of a regulatory setting
and saying that the purpose of normalization is to
provide a, of regulation in general, is to provide a
fair balance between the owners and the customers of
the utility.

And most utilities normalize weather for purpose of
forecasting revenue and then live with the results,
positive or negative. Gaz Métro is different in that
it makes a revenue normalization after the fact, and
the question about the proposal in a general sense
is, Gaz Métro says that the new method is more
precise.

On a technical basis, I'm not sure of that, but even
granting that that might be the case, what is the

effect of the additional precision, what's the benefit and how should it be recognized?

So, if the effect is to reduce the variability of revenues, that might have some effect on the perceived risk of the utility in terms of fluctuations of income. The other question is, what is the effect on customers? And on this, I had a discussion with M. Lemieux to clear up what seemed to be a different understanding, and what we came to -- at least my view of what we came to, I don't want to misstate his view -- is that the new method seems to produce less additional revenue in the case of a warm year, on average.

If there is less additional revenue, in the short term, that means that the sharing of any benefit with the customers will go down. I understand also that that additional revenue, we put into a deferral account which Gaz Métro proposes to amortize over several years, so a smaller additional revenue on the long term means a smaller amortization charge. So, in the short term, the customers would be not be happy; in the long term, the customers would be happy, if that is the effect.

Given the current method of sharing any over-recovery versus under-recovery, I'm not entirely sure, so it

still leaves me with the question of what is the real benefit of doing this. And, as I recall, he explained that Management wanted a method that was more precise than a month-by-month basis, that the current method produces strange results in some months where the actual and the normal temperature are very close.

And I point out, in one of my responses, that that's going to happen with any linear method because you can have a situation where, in real life, where the number of degree-days in two months is the same but the sales are different. So, no formula method will capture that, there are things other than degree-days that affect the result, and this will show up in any linear method, whether the current method or the proposed method.

Therefore, the result is... if Management thinks that the new method provides a better way of evaluating performance on a month-by-month basis, it's my understanding that the regulatory approach isn't month-by-month, it's on an annual basis, so Management could try the new method for its own purposes currently and then come back, and next year, we could see whether that actually provides any benefit, and then what the benefit is and how that would affect the company's earnings profile and therefore the risk profile.

The third part of my evidence relates to the residential market proposal. And here, there is a bit of overlap with the incentive regulation part in Phase III, because Gaz Métro, like other utilities, is talking about entering a new, more competitive markets, becoming more like a competitive utility. And as I understand the proposal, it is... Gaz Métro wants to invest a certain amount of money in extending service to new neighbourhoods, which requires payments to contractors to offset the higher upfront costs of gas equipment versus electric equipment. And that that additional amount will be recovered in part by a roughly thirty percent (30%) surcharge on the new neighbourhood customers for five years.

So far, that part by itself is not a problem, the question, the problem comes about because that doesn't recover the entire cost, and there's a balance of, I believe, over two million dollars (\$2,000,000) that's going to be recovered from all other customers. So, the investment in extending the network, which really, I think, means in large part investing in equipment using gas, will be recovered by a thirty percent (30%) surcharge on the new customers and by a small surcharge, maybe a half a percent (0.5%) on all existing customers. The question is, why should the existing customers pay

for this if, in the view of the utility, this is something that is... that improves the financial standing of the utility?

Now, there is always an issue that we have to make the investment upfront in order to realize the benefits down the road. But down the road is a long time away, and in any event, this is done on a basis where there's no risk to the utility.

What I point out in my evidence is that, in a competitive environment, a company that foresees a new market opportunity and wants to invest in it will absorb the cost for a while because it can't recover that cost from its other customers.

And therefore, if Gaz Métro wants to do this, a fair way of treating the customers would be to say, the additional cost might be recovered by a surcharge on the new neighbourhood customers, the new housing, but that surcharge is not really a rate, it's really a financing charge, and that financing charge will go to recover the cost of the equipment, and that will be kept in a separate account. And to the extent that it's recovered, or that... the surcharge should last only until it's recovered, if it recovers it all, that's fine; if it doesn't recover it all, the existing customers have not been put at risk by this

new program.

So, and this issue comes up because this is not the normal investment in the new network that might be more expensive, it's the investment in things beyond the network, in the customers' houses, and in a, I think, we have to start looking at these things in terms of how a competitive market would act.

My experience is that utilities often are very good reasons for spending money, and you look back five years later and you say, "It didn't work out, but we're paying for it", and the utility says, "But it was approved, therefore you should pay for it." So, this is somewhat of an early warning that that doesn't always... that shouldn't always apply.

- 18 Q. Mr. Drazen, just to come back on your testimony on temperature normalization, can you just state what is the link that you see between the lesser volatility brought about by the new method and the rate of return of the company, if any?
- A. Investors hate volatile earnings. So, to the extent that the current method results in earnings going up and down by a certain amount, and the new method would moderate those changes, the greater stability would translate into lower risk. And I think in the financial world, often perception is reality. So, it may be that there is, in the current method,

unnecessary volatility. That may be one of the things that Gaz Métro is implicitly saying, to the extent that it reduces, that it would reduce the risk, and it should be reflected or at least taken into account in setting the rate of return.

19 Q. Now, after having reviewed your evidence in this file, and there's also an additional question of the intervenor costs, can you briefly describe to the Régie your experience with reimbursement of intervenor costs?

A. Our experience is usually one removed or one step away. I know that the regulators in Alberta routinely provide reimbursement for costs; in British Columbia, they provide reimbursement; in Ontario, they do. It's not as common in the U.S., but the way we have always worked with clients is that the clients pay our bill and the reimbursement becomes an offset to that cost for them. So, we don't... we prepare whatever documentation is necessary for them to claim it. But our rates are our rates, and reimbursement is something that the clients deal with.

20 Q. And can you also describe your experience with residential groups?

A. We don't, or at least we haven't done much work on behalf of residential consumers, and I think one of the reasons is that by and large, they can't afford to pay our fees. That may sound, I don't want that to sound arrogant, I think our clients normally look at

our services on the basis of value versus cost, and if the value exceeds the cost, they're happy to pay it. And I guess the ones that aren't happy to pay it don't hire me again, but so far, we've been more busy than less busy.

The residential customers don't have that same degree of funding, so they haven't been able, and my experience is they generally do not, often do not have witnesses at all, where they have consultants, the consultants don't act as witnesses usually, they do some background work.

I have done some work for agencies in the U.S. In the U.S., it's often the Attorney General or the residential, or an official board called the Consumer Utility Board that will present a witness, and they have a budget for these things; residential groups such as FNACQ, I understand, don't.

21 Q. Okay. And does this conclude your evidence?

A. Yes.

Me BENOÎT PÉPIN :

And the witness is ready for cross-examinations.

Thank you.

LE PRÉSIDENT :

Thank you, Maître Pépin. How many people want to ask

questions? Please raise your hand. We've got SCGM.
Nobody else? No, okay. So, Maître Allard, do you want
to take a break?

Me JOCELYN B. ALLARD :

Oui, je vais demander quinze minutes pour...

LE PRÉSIDENT :

Quinze minutes. O.k.

Me JOCELYN B. ALLARD :

Au moins quinze.

LE PRÉSIDENT :

Au moins quinze, o.k. Jusqu'à, on va arrêter...

Me JOCELYN B. ALLARD :

Et quart?

LE PRÉSIDENT :

... on va arrêter jusqu'à onze heures et quart
(11 h 15) et on avisera. Merci.

Me JOCELYN B. ALLARD :

Merci.

M. FRANÇOIS TANGUAY :

Avant que tout le monde s'en aille, je voulais juste

signifier que j'ai un petit détail à ajouter pour le compte du Mexique. On émet des reçus d'impôt, on me dit, à l'organisme. Et si vous donnez directement, je vous demande d'avertir la Régie du montant, qu'on puisse le savoir, nous, à ce bout ici.

(11:25)

LE PRÉSIDENT :

Très bien. Vous êtes en mesure de procéder, Maître Allard?

Me JOCELYN B. ALLARD :

Oui, merci.

CROSS-EXAMINATION BY Me JOCELYN B. ALLARD :

22 Q. So, Mr. Drazen, I have a few preliminary questions, I will try to follow the order that you gave your testimony this morning. I will turn first to the Cash Working Capital section, the Lead-Lag study.

My first question would just be a question of clarification on your... on the subject, and I would like to know in how many rate cases of Canadian gas distributors that you testified in, did you submit verbal or written evidence on the subject of the cash working capital?

A. I know I submitted evidence regarding Canadian Western Natural Gas and Northwestern Utilities Limited.

- 23 Q. It could be about, a ball park figure of cases?
A. Well, I just try to remember some of... I submitted testimony in a number of cases, I just cannot remember always which cases covered which issue.
- 24 Q. In your career, what, twenty (20) cases?
A. Pardon?
- 25 Q. You submitted in twenty (20) different cases on this subject of cash working capital?
A. Oh no!
- 26 Q. Not that may?
A. No, probably five or so.
- 27 Q. Five. And am I to understand that your position, so far, as the inclusion of interest cost and preferred dividends in the cash calculation, was always consistent or the same as what you are recommending today?
A. As far as I know, as I explained earlier, this is a subject that has undergone evolution and frankly, it's not a subject that excites many people. So, there are a lot of cases where there are other issues that we have concentrated on.
- 28 Q. Yes, but on the five cases that you have testified on the subject, have you recommended to those boards the same things that you are recommending to the Quebec Board so far -- concerning the inclusion of the interest costs and the preferred shares in the cash calculation?
A. I believe in one case, maybe two, we recommended

using the balance sheet method, this is probably ten (10) years ago or so. That is a method that is not much used because of its... the burden of doing all the calculations.

29 Q. So, it is... am I to understand the answer is one case or two cases? Are we a first in Quebec?

A. Oh no! You are not a first, it is...

30 Q. Then your cases you have testified, that you have testified in Canada for Canadian gas distributors?

A. Well, you understand, the issue is not one limited to Canadian gas distributors, I put in somewhere evidence regarding West Coast Transmission and, say, the last... the latest where I testified was in the Alberta Electric Utilities case, which was in nineteen ninety-six (1996). As far as I am concerned, the issue of cash working capital is no different in principle for an electric utility than it is for a gas utility, and no different for a gas utility than it is for a pipeline, or a gas distributor than for a pipeline.

31 Q. But for a gas distributor, it is the first or second time that you submit such a recommendation?

A. It's at least a third. I don't know if it is more than that.

32 Q. I will turn now to your presentation of this morning. I would like to get some information on some of the data that are indicated on this document, FNACQ-3. On page one, the ten percent (10%) in the first example

that applies as the rate of return on the three thousand dollars (\$3,000) from January first (1st) to December thirty-first (31st), am I to understand that this is a nominal interest rate, in your example?

A. In this case, this would be the nominal and the actual, the nominal and the effective.

33 Q. And in the following graph, we have a rate... you have indicated two components of the four hundred and ninety dollars (\$490), the first one is indicated as a return of two hundred and ninety (\$290) and in the second one, you have indicated the depreciation as being two hundred (\$200) in your example. The first thing I would like to know is, did I understand well that the depreciation in question is a return, is that what you testified?

A. Non, it is a component of the return... it is a component of the total "Cost of service", what I am doing is concentrating here on the components of the return and the appreciation.

34 Q. Is there a difference between a depreciation recovery and a return? You did follow some accounting classes, I believe?

A. Depreciation is the return of capital, return is the return on capital.

35 Q. What is the use of a depreciation recovery?

A. It's to...

36 Q. Is it used to...

A. ... recognize the declining value of the assets over

its life.

- 37 Q. If I submit to you that it is also to reimburse a debt, would that be correct?
- A. That is what I said before, it's the return of capital.
- 38 Q. When you do discuss the rate setting, not the rate setting, are you -- am I to understand, are we to understand that you are using, you are assuming a formula where the rate base is multiplied by the cost of capital?
- A. Yes, that's what the return is.
- 39 Q. And do you agree that the rate base is reduced during the service period for the utility?
- A. The rate base is the average of the monthly balances, for this example. I simplified it to be the average at the beginning of the year and at the end of the year, although if one assumes that nothing was -- no facilities were added during the year, the depreciation would be spread evenly throughout the year and the effect would be the same.
- 40 Q. But is it... is the rate base reduced during the service period, the service period when the utility renders the service?
- A. Are you asking in general or in this example? This is a simplified example that assumes no new facilities, when you talk about the rate base in general there are new facilities added throughout the year, that does not change the principle, but...

41 Q. Well, in principle?

A. ... it complicates the calculations, so, I didn't include that here.

42 Q. No, but in principle?

A. In principle, the rate base of existing facilities at the beginning of a year decreases throughout the year.

43 Q. During the service period, when the service is rendered?

A. I am not sure. When you say "when the service is rendered", depreciation...

44 Q. Well, there is an example...

A. Let me finish.

45 Q. ... there is a period of time when the service is rendered by a utility, for example a test year ninety-eight, ninety-nine ('98-'99).

A. ...

Me BENOÎT PÉPIN :

Yes, I am sorry, just allow the witness to complete the answer, please.

Me JOCELYN B. ALLARD :

46 Q. Yes, sure.

R. O.K. Maybe what I need is a clarification, when you say reduced during the period of service, depreciation, for accounting purposes, is calculated on an annual basis. So, if you say "during the period

of service" meaning during the test year, just... is there more depreciation and therefore less net book investment, the answer is yes, the depreciation is not calculated in proportion to the amount of service rendered, so you can't say we delivered so many cubic meters during January and therefore the depreciation is this amount, and during February it's a different amount.

47 Q. But let's take, I will come back and I will try to clarify my question. Let's take, for example, the test year ninety-eight, ninety-nine ('98-'99) for Gas Met, the month of October. There is a rate base at the end of that month; is that rate base being depreciated during the service period, which is October in my example?

A. That's right. And what I tried to explain is that it's depreciated at one twelfth (1/12) of the annual rate.

48 Q. And the funds to recover this depreciation, do you agree that they are recovered after the service period, after the month of October in my example?

A. The short answer to that is yes and no. The yes part of it is that ratepayers are billed after service is rendered. So, to that extent, the funds are recovered, are received from the ratepayers after the service is rendered, that's the yes part.

The no part is that the rates recover the annual

depreciation expense. The way the fiscal year for Gaz Métro is established, most of the sales occur at the beginning of the year rather than at the end of the year, so that if you look at the... if we think about July, the heating sales are zero (0), but there is depreciation expense. Much of that has been recovered in the preceding winter.

That was the part of my example where I showed that the distribution of the four hundred and ninety dollars (\$490) was not even across the four periods, where more of it was up front.

(11 h 40)

49 Q. To go back to the first page of the presentation this morning, the FNAQ.3, you did answer me that the 10% in your example was a normal rate and an effective rate or the actual rate?

A. Yes.

50 Q. At the end of the year, to determine what was the rate that was actually, the rate of return, the effective rate of return, we have to put ourselves at the end of the year to view what would be that rate; correct?

A. Yes.

51 Q. And if there was compounding during the year, am I to understand that the effective rate would be superior to the nominal rate?

A. Yes.

52 Q. And if at the end of the year, we were to take this... we were to look backwards and say well, we have to go back to the nominal rate, your conclusion so far as -- let me rephrase this. You did mention in your presentation this morning that the investors are not, the investors are not getting the dividends, the utility is still doing something with the money; is that correct? So far as the compounding was concerned?

A. Yes.

53 Q. But if at the end of the year, we do look backward and we do go back to a nominal rate, wouldn't that change your conclusion so far as doing something with the money?

A. No.

54 Q. You're putting back the money to go back from the effective rate to the normal rate?

A. It would not change my conclusion unless I don't understand what you're asking.

55 Q. Well, basically, I mean you do know that, so far as Gaz Met is concerned, because you did mention it in your written evidence, there is a year-end case or what you call a closing-of-the-books case?

A. Yes.

56 Q. And you do understand -- and in your understanding actually what does take place during this closing-of-the-books case?

A. It's a comparison of the actual results with the

forecast results.

57 Q. And what does happen if the return, there is an excess return on the nominal rate that was set for the return on equity?

A. Then the customers receive more or less half of that amount, depending on the performance of Gaz Métro.

58 Q. So, therefore the effective rate is brought back to the normal rate, as a return on equity?

A. No.

59 Q. No?

A. No, because it depends on how your calculate the actual results. The problem you have is that cash working capital is not an accounting concept, it is a regulatory concept. So, when you calculate the rate of return for the utility, whether before the fact or after the fact, if you take cash working capital into account, you cannot capture the effect of compounding differently after the fact than you did before the fact.

60 Q. But when there is, to go back to the example of Gaz Met at the end of the year, if there is an excess return on equity from what was set at the beginning of the year, you did mention that this is not kept entirely by the utility; correct?

A. But if there is compounding built into the method for setting the forecast because of the cumulative working capital and that some cumulative working capital is used in the closing-of-the-books

calculation, then there won't returns to customers.

Perhaps, to illustrate, there is one regulatory agency, being the New York Public Service Commission, that has a salvy different approach to cash working capital and if we think about the issue in terms of dollars required for investment, the investors put up the dollars required to build the plant, the gas mains and the like.

Presumably, somebody is putting up the money for cash working capital and if you look at the balance sheet, this would be captured in the combination of short-term debt and cash balances.

What that means is that if you overstate the cash working capital and compare that to the total capital, what you could have is a rate base that exceeds the total capital. It would not show up in the balance sheet, but it would show up by comparing the regulatory calculation of rate base investment with the accounting calculation.

And the New York Public Service Commission has done that where they say if we calculate the total rate base, net plant investment plus working capital, if we compare that to the actual capital, the debt, the long-term, and the preferred stock and the common

equity, if the rate base exceeds the capital, we subtract the excess. That would be a way to determine it.

Now, that procedure is complicated. You can even do that when the utility is only a utility and all of its investments are for operations. The minute you have a utility that has other investments, that calculation becomes much more difficult.

So, that would be a comparison of actual, after the fact, if you will, with the forecast. But other than that, I do not think that the closing-of-the-books addresses this issue.

61 Q. But just to conclude on the case of Gaz Met, I mean you did mention that if there was an excess return on equity, it could be kept... up to half of it could be kept by the utility, is it your understanding also that, you know, none of it could be kept by the utility?

A. If the performance indexes are poor, I suppose so.

62 Q. Now, so far as temperature normalization is concerned, my first question is have you ever testified on the subject of temperature normalization mechanisms in a rate case or other regulatory proceedings?

A. I have testified on temperature normalization which is how you determine the normal temperature. We had a

couple of cases in Alberta where we dealt with that.
The issue how you... I have not previously testified
on how one calculates the revenue adjustment
associated with that temperature normalization.

63 Q. So, this is also a first?

A. ...

Me BENOÎT PÉPIN :

This is not exactly what the witness said for the
first topic.

Me JOCYLYN B. ALLARD :

64 Q. So, this is a first?

A. Maybe I have the advantage for doing this in English,
yes.

65 Q. Now, so far as the goal, I will go through your
written evidence, the goal of temperature
normalization and you did refer to this this morning,
am I correct in understanding that it is to increase
the predictability of the revenues that the
distributors will get from year to year? In your
opinion?

A. No, what I said is that normalization, whether it's
normalization of temperature related differences or
anything else, as a goal of producing a fair balance
of risk and reward between the owners and the
customers.

66 Q. So, it is not to stabilize from year to year the

expected revenues in order to take out the temperature variability component?

A. Well, you want to stabilize that component of it, but what I was addressing is why do you want to stabilize these things.

67 Q. You also do mention that there is such a method, and on page 26 of your text, it should be modified only if there is a bias toward under or over-earning and not simply to improve the accuracy of the method; exact? Am I correct?

A. Yes.

68 Q. And this is why for Gaz Met basically you do not recommend modifying the volume normalization and you do recommend the status quo?

A. Yes.

69 Q. And when you do refer to a bias of under-earning or over-earning, how would that... can you maybe explain what you mean by "bias", this is like a systematic bias over the course of many years?

A. Yes.

70 Q. So, are we to understand that if the method is defective in under-earning or over-earning over the course of many years, then it is worth a change, but not if there are only changes like from year to year?

A. I would say that there are two questions here. One is whether there is a bias and the other is whether there is an unnecessary degree of volatility. So, if we think of an example where the method used by the

utility, because of weather normalizations, produces in one year a calculation that the utility under-earned by five million (\$5,000,000) and the next year it over-earned by four million (\$4,000,000), and then five million (\$5,000,000) under, four million (\$4,000,000) over, assuming that we have normalized the temperature right, you would say if we are always five million (\$5,000,000) under and four million (\$4,000,000) over, there is a bias there because it is not averaging out to zero. That is something that I would be concerned about.

71 Q. Therefore, it would be worth a change?

A. Excuse me, let me finish...

72 Q. O.K.

A. Let us say we had a method that was five million (\$5,000,000) under, five million (\$5,000,000) over, that whether the deviations were consistent around the average, so, we were five million (\$5,000,000) under, five million (\$5,000,000) over and we could have a string of years on either side, but it would average out to zero, and somebody looks at this method and says we have been overstating the effect, it is not five million (\$5,000,000) under and five million (\$5,000,000) over, it is really two million (\$2,000,000) under and two million (\$2,000,000) over, the new method would still average out to zero, but it would show less fluctuation year to year. That would say that the old method created an unnecessary

perception of our utility and the earnings, although from a regulatory standpoint, it did not have any effect, because the overs and the unders could balance out.

73 Q. Over the course of many years?

A. Right. Now in that latter case, you say would we need to change it. And you changed from a method that is not biased but overstates the volatility to one that reduces the volatility, that is where I suggest there could be a benefit to the utility in that respect, because then the financial analysts prefer stability to volatility would look at that more favourably. If there were a bias on one side or the other, then... but you would not need to change it for regulatory purposes, but there would be a benefit to doing so. If there were a bias on one side or the other, then there would be a more compelling reason to change it.

(11 h 55)

74 Q. So, if there was no bias but there was a volatility from year to year, since it would average out over time, then you would not need, you would not recommend the change?

A. I would say, you'd need a better explanation of what the change is. Now, in this case, the over's and the under's don't necessary balance out because the customers get the benefits of the over's, they do not pay for the under's, so far.

75 Q. Well, you kind of anticipated my next question, I

mean, the regulatory framework, I mean, if it's -- the one we have in Quebec, I mean, you're averaging, in your case, over the course of many years would not work out?

A. Well, that would get into the question of why the existing regime for sharing the over or under collections was established. If you say it's asymmetric and therefore it's unfair, that would be a reason to change that, having nothing to do with weather normalization. If you take that as a given, and you say, "It was adopted for a reason", then you'd have to look at it in that context.

76 Q. Do you know the reasons why it was adopted here, in Quebec?

A. I do not. My view here is that the Régie is new to this, this new Régie, I don't have as much background with Gaz Métro as I have with some other utilities, although utilities tend to be very similar, there are always some peculiarities and that's why I'm recommending basically a conservative approach.

77 Q. Do you know actually if there were some changes to the temperature normalization method in the past for Gaz Met, let's say in the past ten years?

A. I know the temperature base was changed.

78 Q. And what's your understanding of such a change?

A. Five degrees.

79 Q. And... so you're referring to, I submit to you, the change from Rate 13 to Rate 18, or the other way

around?

A. Yes.

80 Q. Okay. And would that be... would you qualify this as a more or less important change than the one proposed by Gaz Met in the present case?

A. I don't have enough information to compare it to.

81 Q. Do you know when this change was made, the previous change from Rate 13, Base 13 to Base 18, or the other way around, 18 to 13?

A. I don't remember which year, I knew it, it's in one of the responses to information requests.

82 Q. If I submit to you nineteen ninety-seven (1997), would that sound fair?

A. Subject to check.

83 Q. Okay.

A. I guess I don't have to check it, the Régie knows better than I do.

84 Q. Since this decision, I mean, your understanding of this change, Rate 18 to Rate... Base 18 to Base 13, do you know if that was to improve the reliability of the normalization procedure?

A. I don't.

85 Q. You don't know?

A. That's correct.

86 Q. So, following the decision... So, following the decision, you were not able to verify the effect on investors' perception of the risk of Gaz Met, following this previous decision?

A. It's not something I've looked at.

87 Q. We turn now to page 27 of your written evidence. And following the table that is at the top of the page, we have a reference to a margin, a number of seven point five million dollars (\$7.5M), which is in the table, the second column, as seven million five hundred and thirteen thousand (\$7,513,000), could you maybe explain what is your understanding of what is this seven point five million dollars (\$7.5M)?

A. Okay, this, following my discussion with M. Lemieux, my understanding now is that this would be the amount by which revenues would be increased on account of a warm winter, or decreased on account of a... by which they would be increased to offset the effect of a warm winter, or decreased to normalize, from a cold winter, it would be reduced by seven point five million dollars (\$7.5M). That would be the cumulative effect, and I then said on average, this is four years, so that would be one fourth of the seven point five (\$7.5M), or one point nine million (\$1.9M).

Now, the question is, how is that one point nine million (\$1.9M) reflected in rates? If the effect to say, the utility was supposed to get a certain amount of revenue, or a certain amount of net income, and we have normalized the income, and it's coming up to a certain level, and the utility collects the difference between the forecast level and the actual

normalized level, this would have been an increase in charges to customers, because less additional revenue would have come from normalization.

If the effect, after talking to him, I think the effect is that in the closing of the books, there would be less revenue by this amount, and that would reduce the sharing to the customers by that amount, which I said they wouldn't like. On the other hand, I believe it's either Gaz Métro's proposal or it's been approved that any shortfall, if we're thinking about a warm winter, would be put into a deferral account and then recovered from the customers later through an amortization process. And then reducing the amount that goes into the deferral account would be to the customers' advantage. So, there's one effect in the short term and an opposite effect in the long term.

- 88 Q. I'm not sure I got my answer on what's the seven point five million (\$7.5M), if I submit to you that this seven point five million (\$7.5M) is the total, or the cumulative total for the four years given in your example of the changes between applying the method that is proposed by Gaz Met in this actual case versus what, you know, if we had applied it to the past versus the actual method that is presently, currently applied, it's simply the difference in, if we had applied the method that we are proposing now to the last four years, this is how much money less

or more would have been necessary in revenues?

A. That's right. I believe the nineteen ninety-five/ninety-six (1995-96) calculations, and ninety-six/ninety-seven (1996/97) were included in the original evidence filed by Gaz Métro and the two previous years were an information request, so I just combined the four years in one table.

89 Q. Okay. And this seven point five million (\$7.5M), when I read your text, says that you believe that it is a decrease and therefore, an increase in changes, am I...

A. I'm sorry, that should read "charges".

90 Q. Okay. And we should read, "increase in charges"?

A. Yes.

91 Q. But if there is seven point five million (\$7.5M) less in revenues, how can that be an increase, should it not be a decrease?

A. If... well, it depends on how you apply the seven point five (\$7.5M). If the amount... if the effect of the normalization -- and again, we're still looking at warm winters -- is to determine how much additional revenue would have been recovered, and we compare that to a preset level, so, if we expect, let's say the forecast with normal weather is for a hundred million dollars (\$100M) of net income; and the actual, with warm weather, was eighty million dollars (\$80M); and the effect of, or the purpose of the normalization is to see how much should be

collected from customers as a shortfall, let's say the normalization, the current method of normalization produces eight million dollars (\$8M) of additional revenue, or -- okay, let's say eight millions dollars (\$8M), so the actual was eighty (\$80M), the normalized is eighty-eight (\$88M), the forecast was a hundred (\$100M), so the difference is twelve (\$12M).

If the new method changes that eight million (\$8M) to five million (\$5M), then the actual was eighty (\$80M), the normalized, eighty-five (\$85M), the forecast was still a hundred (\$100M). So, now we have to collect fifteen (\$15M). If that's the way it's applied, then that would... that's why, or how it would increase the charges to customers, if that shortfall is amortized, the actual rates.

92 Q. But lower in your text, the paragraph that follows "Analysis of Current Imprecisions", the sentence reads,

As the above chart shows, the increase in revenues comes from the change in the method of normalizing volumes...

This is the same increase that we are referring to a few paragraphs above?

A. Right, in my example, where the actual was eighty

(\$80M) and the forecast was a hundred (\$100M), the gap of twenty (\$20M) is now broken into two parts. One part is how much would have been produced with normal weather, and the other is the part that remains unrecovered. The difference between, in my example, the eighty-five million (\$85M) and the hundred million (\$100M), the fifteen million (\$15M) is unrecovered. If that part is being recovered from customers, that's what produces the increase in charges.

Now, if my understanding of how that is applied is not correct, then the sign would reverse, if we're recovering the normalization amount as opposed to the shortfall amount, then reducing the normalization effect reduces the charges.

93 Q. Well, let me... let me make this a little bit more clear: the change in the method of normalizing volumes proposed by Gaz Met, does this lead to an increase or a decrease in revenues when you compare what were the revenues versus what, you know, what it would have been in applying the proposed method right now?

A. It decreased the normalization revenues.

94 Q. Okay, because the sentence in the last before paragraph reads:

As the above chart shows, the increase is

*revenues comes from the changes in the
method of normalizing volumes...*

A. So, if the normalization revenue was not recovered, that's the purpose of the normalization. So, if you reduce the amount that's recovered through normalization, then you have make it from the customers. I agree, the way it was phrased is confusing.

95 Q. So, it should read, "the decrease in revenues"?

A. That's fine. You are focusing on a different part of the revenues.

96 Q. Well, I'm comparing the revenues of Gaz Met versus... in between the method that is proposed today versus the method that is actually used.

A. The method...

97 Q. And my reading of your text, and I read:

*As the above chart shows, the increase is
revenues comes from the change in the method
of normalizing volumes...*

the effect of the change that was proposed by Gaz Met, I can read here that you thought it created an increase in revenues?

A. It decreases the revenues resulting from normalization.

98 Q. It decreases the revenues?

A. Right. To the extent that that's the shortfall, if it increases the balance recovered, that's the part I was talking about. And I agree that if my understanding of that was not correct, then it wouldn't have that residual effect.

(12 h 10)

99 Q. And conversely, I mean, your conclusion, your previous conclusion therefore which stated that the changes in the method of calculating the revenues and the costs decreased and now we should read "increased" the revenues; is that correct? I mean, if you do believe now, I mean, if there is a decrease in revenues in between the method for the volume, now let us take to the other changes that are proposed revenues and costs, what you wrote was that it was the other way around, so now I have to change around then?

A. If you put in the term "normalization revenues", that would be correct.

100 Q. On your analysis of the regression method that is proposed by Gaz Met, you do, at the top of page 29, write that even a cursory review of the results suggests not... I want to know was there a more comprehensive analysis that you made of the results of Gaz Met or was it only cursory?

A. I would say it was cursory in the sense that I did not come up with my own regression formulas.

101 Q. Maybe you can help me on the English language,

cursory means superficial, does it not?

A. Cursory means brief, it does not necessarily mean superficial. Superficial means that you do not understand the subject very deeply.

102 Q. Can you now also, in the same paragraph, explain to me what you understand to be the concept of base usage figures that is referred to in the second sentence of that first paragraph?

A. Base usage figures are... or base usage means non-heating related.

103 Q. And in the table that follows, are we to understand that for each of the months that are listed, the amount under the coefficient cubic meter per degree/day per customer is the base usage figure to which you refer?

A. This is what is called the Beta sub-zero in Gaz Métro's formula, which is the equivalent of the base usage.

104 Q. So, what would be... for example let us take May ninety-six ('96), in the west zone, we have number 10.16?

A. Yes.

105 Q. Would that be the base usage figure for May ninety-six ('96) according to you?

A. That would be what Gaz Métro has calculated the base usage to be.

106 Q. And what is your understanding of the calculation made by Gaz Métro? What does this represent?

- A. This is the portion of usage that is not affected by degree-days.
- 107 Q. And that would be the base volume or usage figure for the month of May only?
- A. As calculated.
- 108 Q. What is your understanding of the way it is calculated?
- A. It is a regression across all the months, all the May's.
- 109 Q. If I submit to you that it is an average of the last preceding twelve (12) months, would that sound correct to you?
- A. An average of what?
- 110 Q. Of the base usage volume for the twelve (12) preceding months?
- A. But your problem there is that you do not have a base usage volume. That is immediately... that cannot be calculated from heating months, that is why most utilities say if we look at July and August, there is no heating in those months and therefore that is a measure of what the base usage is. We then take that to be the base usage in all months and to the extent the actual usage is higher than that base amount, the difference must be heating related.

So, the base usage is the same in all months in that kind of calculation. If you look at December, you cannot look at the numbers to say how much is base

usage because all you have is the total. That is why in my table I take the July August average. Those are months in which the standard assumption is there is no heating usage. So, total usage must equal base usage.

111 Q. So, is it your understanding that, for example, the data of 10.16 for the west zone for May ninety-six ('96) is not an average of the twelve (12) preceding months?

A. My point is not that it is not an average. My point is that it is... the results calculated by the company are not consistent with the explanation of why the change should be made. If I could refer you back to the previous page -- I should go back two pages to the bottom of page 27. The quote there suggests that summer vacations cause a reduction in usage. That makes sense, you are not home, you are not using hot water or whatever else one would use gas for in the summer. And summer should be lower than winter. If we could somehow identify the base usage for the winter independently, the winter should be higher than the summer.

So, what I pointed out here is that if we accept that, then the relative amounts of base usage calculated by Gaz Métro for the summer months in the west zone are higher than in the winter months, which leaves us with an explanation about vacation that is

contradictory with the results of the calculation.

112 Q. But you did mention that the vacation would have an effect of underestimating the base usage in the months of July and August?

A. I said that Gaz Métro's reasoning was that that would happen and I find out that the results of the calculation are just the opposite. So, we are dealing with a question of precision and I am saying if you have a result that conflicts with one of the reasons why the current method is imprecise, then the new method does not seem to add precision in that respect.

113 Q. But in the new method of Gaz Met, that is proposed by Gaz Met, am I not correct to... or is this your understanding that there is no need to define a base volume since it is, that there is a linear regression that is used to calculate what should be the normalization?

A. When you say there is no need to assume, what you are doing is your are assuming that the linear regression produces that result. The way most gas companies do it is also a linear regression, but when you have... if you want to put the audience to sleep, explain what a linear regression is; the idea is you want to know how much it is in variance and how much it varies with temperature. So, what most gas companies do is take July and August which is the invariant amount.

We know that from... we state that as an assumption and then we calculate the amount by which the volumes each other month exceed that base amount and we compare that to the degree-days, that gives a linear regression with an initial assumption as to where that line crosses the axis.

What Gaz Métro has done is say we do not have to do that, we will do a linear regression on the months and the base usage will fall out of that result. But that still is an assumption that the base number you get from that calculation gives you the base usage. And if that is correct, if the world actually operated the way the linear regression assumed, then the base usage should be... I expect it would be the same every month, and that should be higher in the winter because what we call base usage is stuff like water heating and it takes more gas to heat water in the winter than it does to heat it up to a certain temperature in the summer. So, it is simply an observation that, from a technical standpoint, Gaz Métro's claim of additional precision is not borne out by its numbers.

114 Q. So far as the precision or the value of the regression used by Gaz Met, you were presented with factors that I believe are called R square, were you not?

A. Yes.

115 Q. And what would in your opinion indicate a statistically meaningful regression for a R square coefficient?

A. Usually something about ninety percent (90%) is, but I have to... let me make a comment that linear regressions are valid if you say there... we know there is a linear relationship first of all, but they do not work for small differences and that was the example I gave before, that no matter what method you use, for linear regressions are a quadratic, a second order or third order, any formula based on degree-days is going to make what look like mistakes when the values are small, because there are factors other than degree-days. To say one linear regression is superior to another linear regression, both of which we have here, I think requires something other than looking at the R squared.

116 Q. But so far as the result of regressions that were presented to you by Gaz Met, there was a question and I turn your attention to question 55, which asked you to qualify in statistical terms the results that were presented to you by Gaz Met and I would like to maybe... if you could elaborate on the answer which, well, which very humbly I do not understand?

A. ...

(12 h 20)

M. FRANÇOIS TANGUAY :

Le numéro de la question?

Me JOCELYN B. ALLARD :

Cinquante-cinq (55).

A. Well, this asked us to qualify the results of the regressions that we presented.

117 Q. That Gaz Met presented to you?

A. Okay, I'm sorry, that's... I'm showing my lack of facility with French.

118 Q. Okay, so now, I'll turn your attention in that case to, we'll turn to the actual answer, and the document is SCGM-4, Document 3.1b, and I'll take Page 2 out of 33, because that's the one I happen to have in my hand.

A. Sorry, which page?

119 Q. Two (2).

M. FRANÇOIS TANGUAY :

Quelle page?

Me JOCELYN B. ALLARD :

Page 2 de 33, SCGM-4, document 3.1b.

120 Q. Under Column 9, we do have R square's, am I correct?

A. Yes.

121 Q. Okay. Looking at these results, can you maybe complete the answer that was, or maybe you can refer to the other pages and qualify and maybe answer Question 55, what are the results that were presented to you by Gaz Met, in statistical terms?

A. That shows an R square of ninety-nine (99%), or one

hundred percent (100%) in every month.

122 Q. And that would be, if I return to your answer, your previous answer, that would be over ninety point ninety (90.90), is that it?

A. Yes. Although at the risk of seemingly being consistent, it's too good.

123 Q. But the conclusion, or it's not a conclusion but it starts, "In summary...", at Page 29 of your written evidence, you conclude that,

In summary it would be a mistake to claim for it a significant increase in precision

And you are referring here to the linear regression approach proposed by GazMet?

A. Yes.

124 Q. So, it would not bring an increase in precision, but it would be, the R square would actually indicate that it's quite...

A. The R square says you've got an almost perfect correlation between degree-days and usage. And my experience from elsewhere is that it's never been true. So, what can happen is that you can have a... the linear... the alternative, and I think this is similar to what has been done now, is that one would take the July-August number as the base usage, as the Beta subzero and explain everything else in terms of the heating degree-days. It's also linear regression,

I don't know what the R square for that is.

125 Q. You didn't do... you didn't... well, you did answer that, you did not make any other...

A. That's right.

126 Q. ... verification or test of the regressions. I turn your attention now to Question 51 and to your answer. When your attention was brought to, for example, the month of January ninety-six ('96) where although it was a colder month than normal, the actual method used, the current method used by Gaz Met would have had the result of adding revenues although it was already colder than the normal, correct?

A. Yes.

127 Q. That was the premise of the question?

A. Yes.

128 Q. And in your answer, you discuss the counter-intuitive results that can be produced by the current method, correct?

A. Yes.

129 Q. And one of the factors that you mention as maybe explaining the reason for these counter-intuitive results, or this inverse result, you mention two factors other than degree-days, of course, which are insulation and wind effect, correct?

A. Yes.

130 Q. I can understand wind effects being maybe variable but insulation, how would that be variable from month to month?

- A. Okay, I have to apologize, that's a typo, it's "insolation", referring to the amount of sunshine. I thought we had corrected that, but obviously we hadn't.
- 131 Q. So we have the word "increase" that becomes "decrease", and "insulation" that becomes "insolation". Just to make sure I have the right, we use the same vocabulary, the normalization coefficient referred to in the proposed method of Gaz Met would be the coefficient of cubic meter over degree-days over customer, agreed, the one that's used in the proposed method by Gaz Met?
- A. Yes.
- 132 Q. And do you agree that throughout the method or throughout the... that necessarily this coefficient is always a positive value, it can never be a negative value?
- A. The coefficient or the calculation?
- 133 Q. The coefficient. Is always a positive value.
- A. Maybe we're using a different term -- the cubic meters per degree-day per customer is a number you can calculate.
- 134 Q. Yes, but the result of this, this coefficient that you will get from this equation will give you always a positive value?
- A. Well, that's the problem, when you do a linear regression, it doesn't always give you a positive value. And I don't know if, I'll use use the concept

of a minimum distribution system here, is that something that is familiar or not? It's something that gas utilities have used for a while to relate the size of gaz mains to the cost.

So, one would say, using English measures, a half-inch main costs so much per foot, a one-inch main costs so much per foot, and one can draw a graph -- which I'll do in the air here, saying that the graph has points increasing.

And then the object was to say, what is the cost of a hypothetical zero-inch main? And doing the regression and carrying it down to the point where the axes cross, or where the X equals zero, and what some companies found is that they came up with a negative number. Well, a negative number says there's something wrong with the method, the relationship wasn't linear. So, when you say the coefficient has to be zero, has to be positive, it doesn't have to be positive in your calculation.

135 Q. But the ones that were presented to you by Gaz Met, and I refer you to SCGM-4, Document 3.1b, would you agree that they were all positive values?

A. They were, but what I'm pointing out is that you don't find problems until you look at the extremes. So, I was... what I would direct you to is, I think it's the same page, Page 3 of 33, or it's the next

one, if you look at the months of ninety-seven ('97), January and February, Column 5, the actual degree-days, January was six thirty-nine point five (639.5), February was six forty-two point one (642.1), very close to each other.

136 Q. Well, my question was...

A. Wait, let me finish...

137 Q. ... coefficient.

A. I'm trying to explain my answer. Maybe I should... the answer is no, with an explanation, and this is the explanation. So, if you look at Column 3, the volume, the volume differs by quite a bit relative to the difference in degree-days. Degree-days are almost identical, the volume is different.

So, what I was pointing out is that if we had a... if we look at the difference in degree-days between those two months, and the difference in volume, you'd get a very large number as the change in usage per degree-day. Now, when you average that over a longer period of time, when you do an average of fifteen months, as you suggested, those effects get buried in the averages. That doesn't mean your method is better, it just means you've hidden results by averaging.

138 Q. But I'll go back to my question, I mean, all the coefficients under... on this Page 3, it is under Column 13, or I should say 15, all those coefficients

are positive numbers?

A. Fifteen (15) is Beta zero, which is the base usage, the usage per customer; 13 is the degree-day per customer, the usage per degree-day per customer.

139 Q. You're on Page 4, or 3?

A. I'm on 3.

140 Q. Okay, that's Column 13, on Page 3, correct?

A. Right.

141 Q. And if we always use a positive coefficient, would you agree that the result will always be of a positive value in the method proposed by Gaz Met, and what I'm coming to is that there will not be a counter-intuitive result, as you suggest in the current method, it will always be positive, you will not be, you will not get an inverse result, or what you did is called a counter-intuitive result?

A. That's correct. But what I'm pointing out is that the reality is counter-intuitive. If you look at the total degree-days, and this is why I went back to Columns 3 and 5, that there was less... there were more -- I'm sorry -- fewer degree-days in January than there were in February, but more sales in January. Okay, part of that is the number of days, this is the cyclical billing to customers, now, we have to go to Column 9 to look at the degree-days per customer per day -- I'm sorry -- the cubic meters per customer per day.

You get quite a bit difference there. Which means that the number of degree-days of two months could be identical, and the sales could be different per customer per degree-day. So if, in reality, two months have the same number of degree-days and different sales, then your formula is going to have to give some sort of strange results when it compares small differences.

142 Q. You're talking about the actual, the current formula, or you're talking about the proposed formula?

A. I'm thinking any formula.

143 Q. Okay, but you did mention to me it was correct to assume that since there is a positive coefficient continuously used, that it will be giving a counter-intuitive result in the proposed method?

A. Right, but I was said is that in reality, it's counter-intuitive in the sense that the heating degree-days could go down and the sales could go up. So, if your method always guarantees that heating degree-days go down and sales go down, then it's not consistent with what is actually happening. It may be more satisfying, it may be more elegant, but it isn't more correct.

(12 h 35)

LE PRÉSIDENT :

Maître Allard, est-ce que ça serait le bon temps pour une pause?

Me JOCYLYN B. ALLARD :

J'en ai peut-être pour dix (10) minutes. Je suis en train de vérifier pour vous le dire, là, c'est ça.

LE PRÉSIDENT :

O.K. Nous autres, on va revenir quand même vers deux heures (14 h 00) avec la Régie et possiblement d'autres questions, ça fait que je ne sais pas si vous avez... à moins que ce soit très court, il est déjà midi moins vingt... une heure moins vingt (12h40), excusez-moi... Une chance que les gens ont suivi l'heure... À moins que vous ayez besoin, là, de lier les sujets ensemble?

Me JOCYLYN B. ALLARD :

Oui, peut-être finir sur au moins le sujet de la température, la normalisation de température, tenter de finir, cinq (5) minutes.

LE PRÉSIDENT :

Allons-y avec votre cinq (5) minutes.

Me JOCYLYN B. ALLARD :

- 144 Q. Let us turn back to page 29, Mr. Drazen, I just want to come back to the July and August to use in your comparison and, do you know if... I am not sure why you did... I think you have answered this, answer 54.4, why you did only use the July and August

months. You said because there was negligible heating load and I would like from your answer to understand. You mentioned that there is... the months are where there is considered to be negligible heating load and I would like you to refer to me according to whom and what is your source of this affirmation?

A. Well, one source is my experience with what other utilities have done. The other is sticking with our currently favorite exhibit of SCGM-4, document 3.1.b, if you look at page 2...

145 Q. Yes?

A. Columns 5 and 6. Column 6 shows zero actual for June, July and August. Column 5 shows an assumption of normal of zero for July and 1.1 for August.

146 Q. So, we have June also that would be zero (0)?

A. We could add June, it would not change the conclusion. I used July and August because that is what other gas utilities do.

147 Q. But you do know that in the method of Gaz Met four months are used?

A. That is O.K.

148 Q. And Gazifère, the same thing?

A. Pardon?

149 Q. Gazifère, which is the other gas utility in Quebec is also using a four-month...

A. I did not know what Gazifère uses. The purpose of the analysis was to compare the base load usage on a

relative basis. We can do the same thing on a four-month basis.

Me JOCELYN ALLARD :

I will... je vais arrêter ici, il me restera quelques questions seulement.

LE PRÉSIDENT :

Quelques questions, très bien. Et par la suite, s'il y a d'autres questions de la part des intervenants et de la Régie, on continuera. Et juste pour rappeler un peu l'horaire cet après-midi, madame Perron je présume va être présente cet après-midi?

Me JOCYLYN B. ALLARD :

Oui.

LE PRÉSIDENT :

Et on a encore... je ne sais pas si à ce stade-ci vous avez pris une décision sur une contre-preuve ou pas?

Me JOCYLYN B. ALLARD :

Non.

LE PRÉSIDENT :

Non, pas de contre-preuve, ou non, on n'a pas pris de décision?

Me JOCYLYN B. ALLARD :

Non, je n'ai pas pris de décision.

LE PRÉSIDENT :

Très bien, dans ce contexte-là, on va ajourner
jusqu'à deux heures et quart (14h15) pour dîner.
Merci.

SUSPENSION DE LA SÉANCE

REPRISE DE LA SÉANCE - P.M. (14 h 15)

LE PRÉSIDENT :

Très bien, bon après-midi et on recommence avec vous,
Maître Allard, on poursuit avec vous, c'est-à-dire.

Me JOCYLYN B. ALLARD :

Oui, c'est ça, on continue. J'ai compris qu'il
fallait pas que je n'en aie pour trop longtemps quand
j'ai vu deux sténographes, j'ai dit ça va être assez
long...

- 150 Q. Alors, Mr. Drazen, we will now turn to the third
subject that you testified upon this morning which is
your criticism of the residential market proposal and
your recommendation regarding Gaz Met's proposal. I
want to make sure that I understand your
recommendation from your presentation this morning

and from the text.

My understanding was that... basically, what you are saying is that since on the short run and the short term, it is not clear or it is not profitable in the short run that the program that is proposed by Gaz Met will be profitable, therefore, if it is not profitable in the short run, and maybe it would be profitable only in the long run, the customer should not therefore pay, at least now, for the cost of the program; does that fairly summarize your recommendation?

A. Yes.

151 Q. And through the rate, the customers would pay only if profitable in the long run?

A. Well, that is not what I said. This is a proposal by the utility to invest in equipment beyond the network, to attach to it the gas using equipments. And the cost, the additional cost of that, whether it is for the advertising or the subventions to the contractors to install the equipments, I recommend should be kept segregated and Gaz Métro has proposed in effect a surcharge on those customers to recover that cost, but also recommended what amounts to a surcharge to their other customers to cover the remaining part of the cost.

So, I am suggesting that if, in fact, this is going

to be profitable in the long run, it should be possible to recover that cost from those customers from the surcharge and not impose that burden on the remaining customers.

- 152 Q. But only if it is profitable in the long run?
- A. Well, if it is not profitable in the long run, then we should not be doing it.
- 153 Q. But in the short run, if we do agree that it is not profitable and that it might be profitable in the long run, following your reasoning here, in the short run, the customers do not pay, in the long run, the customers do not pay if it is not profitable, but they do pay only if it is profitable in the long run?
- A. I am sorry, could you try that again?
- 154 Q. Sure. In the short run, it is not profitable, so the customers do not pay. In the long run, if it is profitable, the customers will pay, but if it is not profitable in the long run, well then the customers will not pay. Therefore, they will not have paid in the short run, nor in the long run?
- A. O.K., I am not sure what you mean by paying in the long run? The way I am suggesting that this be viewed is that it is an investment by Gaz Métro in a, in effect a non-traditional area, the gas using equipment in the homes. And I would evaluate that the way that I spoke with monsieur Pépin about what would happen if he wanted to convert his flat from electricity to gas. And he said if you want us to do

that, I think the gas company could arrange the financing for that equipment and that will be recovered I think for a charge on the bill.

This should be handled or should be viewed in the same way that... if he converts the gas, he will pay the cost of that conversion in the residential proposal of Gaz Métro. The customers are not arranging for it, the contractor is. But other than that, the method of segregating, keeping the costs separate and recovering them should be the same.

If I stick by the same logic, monsieur Pépin could say, if you convert my flat to gas, in the long run, everybody will benefit, why not charge them part of the cost, what you would like, but other customers may not appreciate.

155 Q. Let us take a specific example. You alluded to the cost of publicity, of advertising. In the short run, the cost of this advertising, as the proposal of Gaz Met stands, would be the operating expenses. And my understanding of your proposal is that in the short run, in the coming test year, it should not be paid by all customers because we are not sure if it is any profitable?

A. That is right.

156 Q. And that reasoning, let's go on with our advertising expenses for the program, would this reasoning of

yours apply to any program which would be not profitable in the short run, but may be profitable in the long run, any program that the distributor would want to set up?

- A. I would distinguish between the effect of normal operations and the effect of something that goes beyond the normal operations. So, with respect to the normal operations, I expect that if you extend the network to serve new customers, the cost of that extension may exceed the average cost of the existing system.

And it could be something as simple as a new meter costs more than the average cost of the existing meters. And that is a normal effect. It will have the impact of increasing the cost of service somewhat, so the rates will go up, and that is an effect that has gone on for a long time.

So, in the short run, you could say it is not profitable, in the long run, it is because of the way the utility accounting is done which is to start with the undepreciated amount and depreciate that over time. I think that is an inevitable effect.

When you get into subsidizing contractors to put in gas equipment, I think that goes beyond the normal approach and that is where I am suggesting that this

be treated like conversions for other customers.

157 Q. But let us... I want to stick to the example of the advertising. I find it is simpler here. These costs are incurred in the short run and they are part of the operating expenses and you are saying well, they should not be put in the operating expenses, they should not be paid by customers because it is not advertising a program that is profitable in the short run?

A. That is right.

158 Q. So, therefore I would assume that this reasoning would apply to other programs that are not existing right now, that the distributor might want to set up and that in the short run might not be profitable. That would not be profitable in the short run, but that might be profitable in the long run. I am just talking about the advertising expenses, same thing?

A. Well, advertising alone is not... if you are advertising, you are going to spend money on that, there has to be some purpose or some intended effects of the advertising; so, that one assumes that you will have an effect on the usage of gas or the usage of the system that will be beneficial. This particular program, I would say the advertising is like the expenditures on the program itself. It would be kept separate.

If you are talking about the general corporate

advertising, I think you can never prove that a particular expenditure for advertising by itself is profitable. It is part of the whole constellation of activities of a company. But when you get involved in a new program, and especially when you are talking about implementing a form of incentive regulation, that is when I suggest it is appropriate to say there is a risk here, there is a risk reward issue, it may be profitable in the long run, it may not be, but the way it would be handled in this proposal is that if it is profitable, everybody will share in the benefits.

And Gaz Métro will get part of that benefit through the sharing mechanism. If it does not work out, the customers are going to hand up paying for all of it, because the original proposal was that the customers always pay at least the cost of service and possibly something higher.

So, we are coming into a new environment here where I believe it is appropriate for the shareholders of the utility to be treated like shareholders of other companies, which is to say if you want to go into a new venture that may or may not be profitable, do not do it with customers' money.

159 Q. I will give you a specific example I have in mind, it would be an energy efficiency program, for example,

that the distributor might want to set up which would, let us assume, tend to encourage clients to change their equipment to more efficient equipment or help clients in different ways to consume less gas during the consumption season.

Such a program, would you agree that, on the short term would not be profitable because it would decrease the gas consumption, but in the long run, it might be profitable by making sure that customers would remain gas customers on the long run, by having newer equipment for example?

A. To the extent that that is a... and part of that is a public policy issue, but that is something that I would say has been done by utilities in the past and has been accepted. But I am suggesting that that reasoning should not necessarily be extended to something new. Because in fact what you are saying is you have advertising to promote less use of gas by some customers. At the same time, you have advertising the more use of gas by other customers. So, where is the benefit to customers in terms of the volume of gas used?

160 Q. Let us go back to our program that would be my assumption submitted by the distributor here a new program that would encourage, you know, less consumption in the short run in order to maybe get better benefits out of it in the long run. In the

short run, the advertising expenses would be to advertise a program that would not be profitable, but in the long run, it might be profitable for our customers. So, I am just trying to see if the reasoning that you explained to us so far as the residential market proposal was concerned would apply, you know, advertising for advertising, if both programs in the short run are not profitable, should they be treated the same?

- A. That is why I distinguish between what has been considered a normal utility activity up to now and what could be considered to be an extension into a new area.

(14 h 32)

Utilities have always provided financing for equipment. In St. Louis, the gas companies sold gas barbecues, you could finance the gas barbecue on your gas bill. But even in the days when people thought it was a good idea to use more gas, and this would be usage in the summer when the system is under-utilized, nobody ever suggested that other customers should pay for my gas barbecue.

161 Q. Okay.

- A. So, I did say... you have a model for treating the financing of new equipment, and what I'm suggesting is, you could still use that, you don't have to have, you don't have to do it with rate payers money.

162 Q. I'll be more precise, I'll show you a pamphlet, this

is an original, which has been produced by the people that you have been hired for in conjunction with Gaz Met, which is Option consommateurs and Gaz Métropolitain, to encourage energy efficiency, and my question was, would this kind of expense...

A. ...

Me BENOÎT PÉPIN :

If I may, just two seconds, to have a look at the pamphlet.

Me JOCELYN B. ALLARD :

Well, I'm not going to ask him questions on the content of the pamphlet.

Me BENOÎT PÉPIN :

Ça va.

Me JOCELYN B. ALLARD :

163 Q. So, would this expense, this pamphlet being an advertisement of the energy efficiency program, would that be something that should be paid by all the customers even though, in the short run, it encourages non-profitable... a non-profitable program so far as gas consumption is concerned, for the distributor?

A. I would say that that is a public policy decision. For the utility to spend money on insulating homes or

weather-stripping and the like does indeed reduce usage; I'm not sure you can say that it serves a long-term business purpose in keeping those customers as gas customers, it serves a public purpose certainly, and this kind of program has been accepted here and some of them have been accepted elsewhere.

But it's also the sort of thing where you say, this kind of program, I believe, from what you showed me, remedies what might be called market failure, or the inability of the market to produce certain results. It's not available to anybody, I gather, because there is a criterion with respect to household income. So you say, "It would be a good idea to add weather-stripping but this family can't afford it, therefore the utility will do it." If I want to do it at my house, I wouldn't, presumably I wouldn't be eligible because that's something I should be doing on my own.

It's a kind of economic decision that makes sense to save gas, so, several years ago, when I put in a day/night thermostat, it cost me extra money but I figured it was worth it in terms of the savings. Somebody else might do the same calculation but not be able to afford it, in which case you're remedying the inability of that segment of the population to deal with this in an economic sense.

164 Q. Okay, so, I understand from your answer that in the long run, you're doubtful whether it would be profitable, so, pretty much like the residential market proposal, which you are doubtful on the long run whether it's going to be profitable. Now I understand your reasoning, my question, I'm not sure I understood the answer, in, you know, now, in the test here, should this pamphlet be paid by all customers?

A. Well, what you just said doesn't paraphrase what I just said. What I'm saying is, when a customer does something to reduce gas usage, that's profitable for the customer, it's not, by itself, profitable for the utility, the utility is losing sales. But that's like any business, customers can make their own choices.

So that the reason for doing this is not because it's profitable on the long run for all the customers, it's profitable for those customers who otherwise couldn't afford it. What Gaz Métro is proposing with respect to the residential market is something that's presented as a business proposition, "Let's do this because it's good for everybody, it's good for us as a business", and I'm saying, if you think it's good for you as a business, treat like a business issue.

165 Q. But the advertising expense, the cost of this pamphlet, should it be paid, even though on the short run it is not profitable, should it be paid by all

customers?

- A. I'm saying, even if it's not profitable on the long run, even if we know it's not profitable on the long run, that's a public policy issue that I expect has been decided, and yes, in that case, it should be paid for.

Me JOCELYN B. ALLARD :

Et j'aimerais citer le document, là, pour qu'il puisse se retrouver à SCGM-3... j'avais vu document 258 mais c'est document 2.58. Mais c'est probablement impossible que ça soit 258.

SCGM-3, doc. 2.58 : Dépliant publié par Option consommateurs et Gaz Métropolitain pour encourager l'efficacité énergétique

Me JOCELYN B. ALLARD :

I will end my questions, thank you, Mr. Drazen.

LE PRÉSIDENT :

Merci, Maître Allard. Est-ce qu'il y a d'autres questions de la part des intervenants dans la salle? Non. Maître Turmel, est-ce que vous avez des questions? Non.

LE PRÉSIDENT :

Just a question of correlation, and please, maybe somebody will have to help me, but a few days ago, I think it was during the questioning of Messrs. Despars and Laguë, someone compared your proposal, in terms of the cash working capital that was ending with a reduction of something in, around of eight million dollars (\$8M) out of eight point six million dollars (\$8.6M), and was going through the calculation, and I can't remember if it was Mr. Despars or Laguë, but they came in with an alternative way of calculation including the investment and depreciation.

And they, if my memory is correct, they claimed, or "they claimed" maybe is too strong of a word, but they demonstrated that if indeed we would be using your approach, instead of a reduction of something like seven million dollars (\$7M) of the cash working capital, instead we would be ending up with figures at the tune of eleven million dollars (\$11M) something.

And I'm trying to reconcile the debate, but there was this discrepancy between... your proposal was ending up with a reduction, and if indeed, according to some other testimonies, we would be using the same approach, we would end up with an increase to the

tune of eleven million dollars (\$11M).

Me BENOÎT PÉPIN :

As far as I remember it, that's not exactly the way I understood it. Our approach as filed was a reduction of cash working capital of about eight point one million (\$8.1M), that was using just the cash working capital generated by long-term debt.

Now, we did not have the figure for the short-term debt. So, there was a reduction of, or an increase of one point five (\$1.5M) or one point six million (\$1.6M) generated by short-term debt. So, now we amend our evidence saying, it's not eight point one (\$8.1M) but it's eight point one (\$8.1M) less one point six (\$1.6M), generating a six point five (\$6.5) reduction if you're adding the cash working capital related to debt.

The proposal by Gaz Métro, the sort of alternative way of presenting the calculation for cash working capital, includes both short and long-term debt and depreciation.

LE PRÉSIDENT :

Okay.

Me BENOÎT PÉPIN :

So, short and long term debt is less six point five (\$6.5M) but add depreciation and you come up with a cash working capital that is even larger than the one in the evidence as filed. So, then you come up with a eleven...

LE PRÉSIDENT :

With eleven something...

Me JOCELYN B. ALLARD :

Eleven something?

Me BENOÎT PÉPIN :

Yes, eleven something million dollars (\$11M), so all of it rests on inclusion or not of depreciation. Yes, eleven million (\$11M).

LE PRÉSIDENT :

What document was it, again?

Me JOCELYN B. ALLARD :

The last page of SCGM-13, Document 14...

Me BENOÎT PÉPIN :

Yes, that clearly illustrates...

Me JOCELYN B. ALLARD :

... and that would be pretty much the summary of our position.

LE PRÉSIDENT :

Okay. So, it was a very good question, Mr. Drazen, and thank you for your answer.

WITNESS:

A. I'm rarely so brief.

LE PRÉSIDENT :

Okay, that reconciles the multi-figures we had over the last few days. Any other comments or questions? Vous avez des remarques...

RE-EXAMINATION BY Me BENOÎT PÉPIN :

Yes, just some, two re-direct questions for Mr. Drazen.

166 Q. You have been asked by Mr. Allard, in cross-examination, whether you knew when temperature normalization was changed, the degree-days was changed from 18 to 13, or the opposite way. I would like to refer you to Exhibit SCGM-4, Document 2.5; you have a copy at hand, otherwise I can lend my copy?

A. Yes, I have that.

167 Q. And in that document, the Question A that you asked to Gaz Métro was,

Please explain why the degree-day base was changed from 18 to 13 degrees Celsius?

And can you mention what is the answer by Gaz Métro?

A. They just said it was done in Phase I of the nineteen ninety-seven (1997) case, and that we could find the information request at Page 7 of that decision.

168 Q. Okay, so would that not provide the answer to the question of Gaz Métro?

A. Yes.

169 Q. Now, still on temperature normalization, you briefly described what I will rephrase or paraphrase as the short-term as opposed to long-term effects through the deferral accounts of the new method. You've mentioned that they're sort of opposing results in the sense that you might gain on the short term, you might lose on the long term, or the opposite way. Now my question is, have these long-term versus short-term and net impact been quantified in the evidence of Gaz Métro?

A. No, when I talked with M. Lemieux, we talked about the fact that the intent, or a proposal, was to amortize the effect of the temperature normalization account of the future although it had not been done in the past, and in fact, that charge doesn't show up

in this particular rate case, but it will in the future. So, I've... there's no way to find out what the effect would be in a longer term.

Me BENOÎT PÉPIN :

Okay, thank you.

LE PRÉSIDENT :

Thank you, Mr. Drazen, for your participation and your time.

WITNESS:

A. Thank you.

LE PRÉSIDENT :

Have a nice journey back home. Merci, Maître Pépin.

(14 h 45)

DISCUSSIONS

LE PRÉSIDENT :

Ça clôt en fait les témoignages des intervenants; est-ce qu'il y a une... on a toujours madame Perron qu'on veut interroger sur certains points, est-ce que vous avez d'autres points à rajouter, Maître Allard?

Me JOCELYN B. ALLARD :

Oui. J'ai trois points, le premier est très court. Ce

matin, je vous ai remis une pièce, SCGM-7, document 1.5, c'est plutôt... il faut plutôt lire SCGM-7, document 1.15, il manque un petit □ 1 □.

M. FRANÇOIS TANGUAY :

Il y a six pages?

Me JOCELYN B. ALLARD :

Je vais vous dire ça immédiatement, là. C'est ça, six pages...

M. FRANÇOIS TANGUAY :

L'engagement 30?

Me JOCELYN B. ALLARD :

... l'engagement 30.

M. FRANÇOIS TANGUAY :

1.15?

Me JOCELYN B. ALLARD :

1.15, effectivement.

LE PRÉSIDENT :

Au lieu de 1.5, c'est ça?

Me JOCELYN B. ALLARD :

Au lieu de 1.5. Alors, ça clôt mon premier point.

LE PRÉSIDENT :

Très bien.

Me JOCELYN B. ALLARD :

On n'a pas besoin de deux sténographes pour ça!

LE PRÉSIDENT :

J'espère que non!

Me PIERRE TOURIGNY :

On n'a pas besoin d'un avocat non plus!

Me JOCELYN B. ALLARD :

Je ne visais pas les sténographes, je visais que ce n'était pas long, mon affaire, c'était ça qu'était mon intention. Mon deuxième point...

LE PRÉSIDENT :

On va vérifier les notes sténographiques demain pour voir si ces remarques-là s'y retrouvent.

Me JOCELYN B. ALLARD :

Ah! là, il ont le contrôle sur qu'est-ce qu'ils vont écrire!

Le deuxième point, c'est qu'on aura une contre-preuve relativement courte, là, alors je voulais juste vérifier une chose parce que notre contre-preuve

portera sur le Cash Working Capital Lead-Lag et messieurs Despars et Laguë là, qui sont dans la salle, vont témoigner.

Je vais vérifier une information avec les dernières, la dernière réponse de monsieur Drazen là, pour ce qui concerne l'autre aspect là, le compte de stabilisation et par la suite, évidemment, madame Perron vous aviez peut-être noté, qu'elle est dans la salle aussi, elle sera disponible d'ailleurs avec monsieur Despars là, qui à l'époque était le... dans toute la période pertinente des documents en question, qui était le supérieur de madame Perron, alors...

LE PRÉSIDENT :

On aura les deux.

Me JOCELYN B. ALLARD :

C'est ça, on aura deux personnes pour vous éclairer.

LE PRÉSIDENT :

O.K. Est-ce que vous voulez... est-ce que vous avez besoin d'un certain temps pour vérifier ou...

Me JOCELYN B. ALLARD :

Cinq minutes, s'il vous plaît.

LE PRÉSIDENT :

Cinq minutes. O.K., on va ajourner pour cinq minutes puis on va revenir avec votre contre-preuve.

(15 h 20)

Me JOCELYN B. ALLARD :

Alors, je demanderais à monsieur Despars et à Monsieur Laguë de venir comme témoins.

CONTRE-PREUVE SCGM

L'AN MIL NEUF CENT QUATRE-VINGT-DIX-HUIT, ce douzième (12e) jour du mois de novembre, ont comparu :

PIERRE DESPARS

et

ÉTIENNE LAGUË

LESQUELS témoignant sous le même serment que celui prêté antérieurement, déposent et disent comme suit:

LE PRÉSIDENT :

170 Q. Monsieur Despars et Monsieur Laguë, on va considérer que vous êtes sous la même déclaration solennelle que initialement, ça fait qu'on va procéder tout de suite.

INTERROGATOIRE PAR Me JOCELYN B. ALLARD :

171 Q. Alors Messieurs, vous avez tous les deux entendu monsieur Drazen témoigner, notamment sur le sujet de l'étude lead-lag, le Cash Working Capital et j'attire votre attention particulièrement à la pièce FNACQ-3, qui a été déposée, qui sont des graphiques qui ont servi à la présentation de monsieur Drazen.

Alors, j'aimerais vous demander, Monsieur Despars, d'expliquer à la Régie plus particulièrement votre compréhension de l'explication de monsieur Drazen à l'effet pourquoi il ne faudrait pas tenir compte de l'amortissement dans une étude de fonds de roulement réglementaire plus globale?

M. PIERRE DESPARS :

R. Donc, ma compréhension ou la justification que monsieur Drazen a apportée d'exclure l'amortissement du fonds de roulement réglementaire est basée sur le fait que l'entreprise peut obtenir un rendement sur les fonds réinvestis. J'ai deux problèmes, en fait, nous avons deux problèmes avec cette approche.

172 Q. Vous anticipez ma deuxième question. Alors, quelle est votre... quels sont vos deux problèmes?

R. Le premier, c'est que l'approche de monsieur Drazen ne tient pas compte du délai d'encaissement de la charge d'amortissement, donc du délai entre le moment où la base de tarification est réduite et le moment

où le niveau de financement est réduit, tel que je l'ai démontré dans mon témoignage, le complément de preuve de la section sur le lead-lag, et je reviendrai un petit peu plus tard sur ce sujet.

Le deuxième point, c'est lorsqu'on parle de réinvestissement des fonds dans l'ensemble des exemples, donc des pages 1 à 4, on parle du réinvestissement des fonds qui portent sur le rendement et sur l'amortissement.

Alors qu'en tout début de témoignage, il a été convenu ou il a été admis que le rendement ne devait pas faire partie du fonds de roulement, compte tenu des réponses soumises aux questions de SCGM.

Donc, dans un premier temps, il est important de revoir les tableaux et donc, d'éliminer la notion de rendement, et quand je fais référence au rendement, c'est le réinvestissement du deux cent quatre-vingt-dix dollars (290 \$).

Dans son exemple, on parle deux cent quatre-vingt-dix (290 \$), alors on parle de deux cent quatre-vingt-dix dollars (290 \$) de rendement et de deux cents dollars (200 \$) de récupération de la charge d'amortissement.

Donc, dans mon livre à moi, l'exemple, O.K., et les

exemples qu'on pourra regarder, ne devrait tenir compte que du deux cents dollars (200 \$), tel qu'il a été signifié là, au tout début du témoignage.

LE PRÉSIDENT :

173 Q. Est-ce que vous avez d'autres acétates nouveaux?

M. PIERRE DESPARS :

R. Je n'ai fait que reprendre le graphique...

174 Q. O.K, ça fait qu'on est capable de...

R. ... donc, je vais écrire dessus et puis à la fin, bien en fait...

175 Q. On peut suivre avec...

R. ... tout ce que j'ai...

176 Q. ... les mêmes acétates...

R. ... c'est le graphique...

177 Q. ... qui ont été déposés déjà, O.K.

Me JOCELYN B. ALLARD :

178 Q. Donc, c'est la même chose, c'est la pièce FNACQ-3, si je comprends bien, d'ailleurs le deux cent quatre-vingt-dix dollars (290 \$) auquel vous faisiez référence, si je ne me trompe pas, c'est à la page 1, c'est ça?

R. Oui. En fait, c'est le deux cent quatre-vingt-dix (290 \$) qu'on retrouve à la page 1 et par la suite, on prend le montant intégré là, qui est à quatre cent quatre-vingt-dix (490 \$), ce que j'ai fait, j'ai

repris le graphique, les graphiques de la page 2.

LE PRÉSIDENT :

- 179 Q. O.K., bien c'était pour être sûr que maître Pépin et monsieur Drazen étaient en mesure de suivre là de la même façon que vous avez été capable de suivre initialement là...

M. PIERRE DESPARS :

- R. Ah!
- 180 Q. ... ça fait que si c'est les mêmes graphiques...
R. C'est les mêmes graphiques avec les mêmes données.
- 181 Q. Les mêmes données, O.K.
R. On les a repris plutôt que leur demander de nous prêter le leur.
- 182 Q. Ça va avec vous, Maître Pépin, oui?

Me BENOÎT PÉPIN :
(Signe affirmatif).

LE PRÉSIDENT :

O.K.

M. PIERRE DESPARS :

- R. Donc, j'ai essayé de garder l'explication très simple, dans le contexte où c'est un sujet qui est passionnant et disons très technique. Je pense que si on regarde l'exemple qui avait été soumis par

monsieur Drazen...

Me JOCELYN B. ALLARD :

183 Q. Quelle page?

M. PIERRE DESPARS :

R. Donc, dans l'exemple de monsieur Drazen, on partait avec un investissement de deux mille dollars (2000 \$), O.K., et qui était amorti sur un an...

LE PRÉSIDENT :

184 Q. Trois mille (3000 \$).

M. PIERRE DESPARS :

R. Excusez, trois mille dollars (3000 \$) et qui était amorti sur un an, donc de deux cents dollars (200 \$), pour terminer avec un solde non amorti à la fin de deux mille huit cents dollars (2800 \$), et on comprend bien que l'amortissement, en fait, c'est la répartition de la charge de l'actif, donc de l'utilisation de l'actif sur sa durée de vie utile. Cet actif-là est inclus dans la base de tarification.

Dans le deuxième graphique, nous sommes tout à fait d'accord avec le principe là d'avoir base de tarification, réduction, c'est tout à fait conforme à ce qui avait été présenté dans mon témoignage.

Dans le deuxième graphique, monsieur Drazen reprend la même donnée sur l'investissement qui passe de trois mille dollars (3000 \$) à deux mille huit cents dollars (2800 \$) en fin de période et mentionne, à titre d'exemple, ici c'est le graphique de la page 2 là, celui du bas, il mentionne qu'à mi-période, donc exemple simple, parce que les deux autres exemples sont la même chose, mais avec plus de répartition, que le deux cents dollars (200 \$) de charge d'amortissement est récupéré par Gaz Métropolitain, l'équivalent de mi-période, et qui est réinvesti à dix pour cent (10 %) soit le coût du capital, sur la durée restante de six mois sur douze (12), donc qui nous donne dix dollars (10 \$) de rendement, ou dix dollars (10 \$) de bénéfice.

Dans l'exemple de monsieur Drazen, on parlait de quatre cent quatre-vingt-dix dollars (490 \$) multiplié par dix pour cent (10 %) fois six douzièmes (6/12) qui donnait vingt-quatre quatre-vingt-quinze (24,95 \$) et qui venait s'ajouter au rendement autorisé.

La question qu'on a à se poser, c'est qu'est-ce qu'on fait avec l'argent, O.K., et ça devient très important.

Dans l'exemple qui est présenté ici, on voit que les

fonds servent à faire un placement, donc, on réinvestit les fonds et qui vont nous générer un rendement de dix pour cent (10 %) pendant la période restante.

Donc, oui, on place deux cents dollars (200 \$) à dix pour cent (10 %) pendant six mois, qui va donner dix dollars (10 \$) d'intérêt ou de rendement.

Si on prend l'hypothèse qu'on investit le deux cents dollars (200 \$), il faut aussi reconnaître que le niveau de dette qui n'est pas présent sur le graphique est constant durant toute la période.

Donc, on ajoute ici le niveau d'emprunt qui lui est constant à trois mille dollars (3000 \$), parce qu'on n'a pas utilisé les fonds pour diminuer l'emprunt, on a gardé le même niveau d'emprunt.

Si on conserve le même niveau d'emprunt, quels vont être les résultats financiers à la fin de l'année? Vous m'excuserez, je n'ai pas eu le temps de faire un témoignage en bonne et due forme et il faut que je le fasse rapidement.

On va avoir une structure de capital constante de trois mille dollars (3000 \$) qui va nous coûter dix pour cent (10 %) sur l'année au complet, donc, trois

mille dollars (3000 \$) fois dix pour cent (10 %), qui nous donne trois cents dollars (300 \$) de frais financiers.

Dans l'exemple de monsieur Drazen, on constate que — et on est tout à fait d'accord — que la base de tarification moyenne pour l'année est de deux mille neuf cents dollars (2900 \$) parce qu'on passe de trois mille dollars (3000 \$) à deux mille huit cents (2800 \$), donc moins l'amortissement, donc, on a une base de tarification de deux mille neuf cents dollars (2900 \$) sur lequel on applique le coût du financement qui devrait nous générer des tarifs de l'ordre de deux cent quatre-vingt-dix dollars (290 \$).

(15 h 30)

R. Donc, en partant du principe qu'on a réinvesti les fonds, qu'on a gardé notre structure de capital constante, trois mille dollars (3000 \$) fois dix pour cent (10 %), donc on a eu des frais financiers de l'ordre de trois cents dollars (300 \$), alors que les revenus qui ont été générés par les tarifs, O.K., donc la base de tarification fois le coût de la structure de capital, donc, fois le coût du financement, nous ont généré deux cent quatre-vingt-dix (290 \$), soit une perte, un déficit de l'ordre de dix dollars (10 \$).

Ce déficit, O.K., est compensé comment? Est compensé, dans les faits, par le réinvestissement du deux cents dollars (200 \$) parce que si on regarde juste la structure de capital constante ou le financement constant, on voit qu'on est □ short □ de dix dollars (10 \$).

Donc, le réinvestissement ici ne fait que venir compenser cette réduction, O.K., ou ce manque à gagner de l'ordre de dix dollars (10 \$) et de ce fait, ne doit pas être pris en considération une deuxième fois dans le fonds de roulement, parce que si on prend juste l'aspect réinvestissement ici et la recommandation, et dire on réduit le fonds de roulement ou on réduit la base de tarification parce que ça génère du revenu additionnel, on vient pénaliser l'entreprise parce qu'on ne lui permet pas de réaliser le rendement qui vient réduire le manque à gagner de dix (10 \$).

En faisant cet exercice, j'adresse la problématique que si on réinvestit les fonds, O.K., on prend l'argent de tout l'amortissement et on la place dans un compte de banque, qu'est-ce qu'on fait chez Gaz Métro? On vient réduire les emprunts.

En réduisant les emprunts, qu'est-ce qu'on fait? On met en équilibre l'investissement et le financement.

Donc, vous vous souvenez dans le tableau que j'avais présenté où il y a un décalage dans le temps, dans la récupération, donc ma première préoccupation, et on vient réduire l'investissement.

Qu'est-ce qui se produit à la fin de l'année? On est dans une situation où on avait des revenus, on avait des revenus autorisés dans nos tarifs qui reflétaient une base de tarification moyenne de deux mille neuf cents dollars (2900 \$), donc deux cent quatre-vingt-dix (290 \$) et on a des frais financiers qui sont de l'ordre de deux mille neuf cent dollars (2900 \$) fois dix pour cent (10 %) égale deux cent quatre-vingt-dix (290 \$).

Le seul élément qu'il est important de prendre en considération ici, qui n'a pas été pris en considération au préalable, c'est le délai entre le moment où le service est rendu, donc la période de service, et le moment où on récupère les fonds qui nous permet de réduire le financement.

Donc, le différentiel entre le moment où la base de tarification, où l'investissement est réduit et le moment où on récupère les fonds, qui est le sujet de la preuve là sur la section sur l'utilisation de l'amortissement.

O.K. Avec les deux exemples que je viens de mentionner, on constate qu'à partir du moment où on veut réduire le fonds de roulement réglementaire pour tenir compte du réinvestissement des fonds, on vient pénaliser le rendement, O.K., on vient pénaliser l'actionnaire parce qu'on l'empêche de réaliser les revenus requis pour couvrir sa charge financière.

Donc, le seul élément qui est important à prendre en considération ici, c'est vraiment le moment entre le délai, entre le moment où la base de tarification est réduite et le moment où on encaisse les revenus.
Merci. Ça complète la contre-preuve.

Me JOCELYN B. ALLARD :

Alors, le témoin a indiqué que ça complétait la contre-preuve, effectivement, c'est ça!

LE PRÉSIDENT :

C'est ça. Merci, Maître Allard. Maître Pépin, est-ce que vous avez des questions?

Me BENOÎT PÉPIN :

J'aurais besoin de cinq minutes pour parler à mon expert pour être sûr de bien se comprendre.

LE PRÉSIDENT :

O.K. On va vous donner, disons jusqu'à trois heures

et vingt (3 h 20), on va vous donner un dix (10) minutes.

Me BENOÎT PÉPIN :

Merci.

LE PRÉSIDENT :

O.K.

SUSPENSION DE LA SÉANCE

REPRISE DE LA SÉANCE

Me BENOÎT PÉPIN :

Alors, ce sera très court, je n'ai pas de questions.

LE PRÉSIDENT :

Vous n'avez pas de questions. Est-ce qu'il y en a d'autres qui ont des questions? Non? Maître Turmel, est-ce qu'on a des questions? Est-ce que vous avez des questions?

Me ANDRÉ TURMEL :

Pas à l'égard de monsieur Despars, du panel, mais peut-être à l'égard de madame Perron.

LE PRÉSIDENT :

Oui, oui, non je parle de la contre-preuve. Non?

Me ANDRÉ TURMEL :

Non.

LE PRÉSIDENT :

Est-ce que vous avez des questions additionnelles, Maître? On va vous donner une chance, vu que monsieur Despars ne vous en avait pas donné!

Me JOCELYN B. ALLARD :

J'allais juste, j'ai demandé à madame la greffière de faire des copies des deux acétates dont monsieur Despars, qu'il a préparés lors de sa présentation, là. Alors, on pourrait les coter pages 1 et 2 de SCGM-13, document 16, page 1 de 2, pour celle avec les graphiques et celle avec... ah, vous ne les avez pas.

LE PRÉSIDENT :

Avez-vous les copies, Madame Bellefeuille?

Me JOCELYN B. ALLARD :

Non, c'est moi qui les ai.

LE PRÉSIDENT :

Donc, les cotes sont?

Me JOCELYN B. ALLARD :

SCGM-13, document 16, page 1 de 2 pour les

graphiques.

SCGM-13 doc. 16 p. 1 de 2 : Graphiques.

Me JOCELYN B. ALLARD :

Et l'autre, c'est des chiffres, des annotations.

SCGM-13, document 16, page 2 de 2.

SCGM-13, doc. 16 p. 2 de 2 : Chiffres et
annotations.

LE PRÉSIDENT :

Très bien.

Me JOCELYN B. ALLARD :

Alors, je demanderais de libérer monsieur Laguë et je
demanderais à madame Perron de se joindre à monsieur
Despars.

LE PRÉSIDENT :

Merci, Monsieur Laguë. Madame Perron.

M. DESPARS et MME PERRON
Contre-interrogatoire
Me André Turmel

EN L'AN MIL NEUF CENT QUATRE-VINGT-DIX-HUIT, ce
douzième (12e) jour du mois de novembre, a comparu :
CAROLE PERRON;

LAQUELLE, témoignant sous la même affirmation
solennelle, dépose et dit comme suit :

Me JOCELYN B. ALLARD :

Alors, je comprends qu'on est aux pièces SCGM-6,
document 2, SCGM-6, document 2.2 et SCGM-7, document
1.15.

LE PRÉSIDENT :

1.15, qui était l'engagement 30, l'engagement 24...

Me JOCELYN B. ALLARD :

C'est ça, celle que j'ai demandé de corriger
précédemment, là.

LE PRÉSIDENT :

O.K. Très bien.

Bonjour Madame Perron, et vous êtes toujours sous la
même déclaration officielle.

TÉMOIN :

R. Oui, bonjour.

LE PRÉSIDENT :

Ça fait assez souvent qu'on se voit, on va garder toujours la même déclaration. Maître Turmel, avez-vous des questions?

CONTRE-INTERROGATOIRE PAR Me ANDRÉ TURMEL :

185 Q. Alors, effectivement, je vais vous poser quelques questions, plusieurs questions de clarification et de compréhension, pour s'assurer qu'on parle des mêmes choses.

Alors, donc, pour s'assurer qu'on a les mêmes pièces, vous avez l'engagement 24 que vous nous avez fourni ce matin, l'engagement 30, de même que, peut-être, je vous demanderais d'ajouter, contrairement à ce que maître Allard a mentionné, la pièce SCGM-6, document 2.1, qui était une réponse à une question de la Régie. Donc, SCGM-6, document 2.1, page 1 de 1. Est-ce que ça va, vous l'avez?

R. Oui.

186 Q. Donc, pour se remettre dans le bain, la question était posée, on demandait à ce moment-là de fournir le tableau, le nombre d'employés par secteurs pour le budget 98, le réel 5/7 98 et le budget 99. Bon, dans la réponse que vous nous avez fournie en date du vingt-huit (28) août, vous indiquez, et là, je coupe le paragraphe :

[...] en ce sens, le plan de main-d'oeuvre de la prévision 5/7 98, présenté à la pièce SCGM-6, document 2, est celui qui est implicitement inclus au budget de 99...

Et là, je mets l'emphase :

... avant l'ajout des demandes spécifiques.

Fin de citation. Pour bien comprendre, est-ce que je comprends que lorsqu'on parle d'ajouts de demandes spécifiques, ces ajouts-là se retrouveront nécessairement dans les dépenses additionnelles de SCGM, un peu répartis là dans toute la demande tarifaire?

MME CAROLE PERRON :

R. En fait, oui, ça fait explicitement référence aux demandes additionnelles pour le développement du résidentiel et ces autres éléments-là.

187 Q. O.K., d'accord, par exemple, le GNV?

R. Exact.

188 Q. D'accord, O.K. Deuxième question, pour être sûr de bien comprendre, et on l'a bien vu dans le domaine, dans ce que vous avez fourni ce matin. Je comprends que le budget 99 est basé, ce que vous nous avez fourni ce matin, sur les résultats 5/7 98?

R. Exact.

189 Q. O.K. Est-ce que je me trompe si je vous dis que le budget 98, qui lui était basé sur 97, 5/7, n'a pas changé, c'était le même, il n'y a pas eu de... en ce qui a trait à l'ajout d'employés?

R. Est-ce que vous pouvez reposer la question...

190 Q. Oui.

R. ... pour être sûre que je comprenne.

191 Q. Entre le 97, 5/7...

R. Oui.

192 Q. ... et le budget 98, y a-t-il eu une demande d'ajout d'employés? Donc, pas 99, mais 98?

R. Dans la cause tarifaire de 98, il n'y a pas eu de demande spécifique d'ajout de personnel pour des items particuliers.

193 Q. Donc, on peut dire que 97, 5/7, contrairement à ce qu'on a eu cette année, était basé sur... 98, était basé réellement, on a eu la même, on a eu l'équivalent en ce qui a trait à la présentation, comme cette année, on a 98, 5/7 et vous me présentez... 98, 5/7 et 99, l'année passée, 97, 5/7 et 98, il n'y a pas eu de modification en termes d'ajouts d'employés. Vous me confirmez ça?

(15 h 45)

R. Est-ce que vous pourriez répéter? Je suis vraiment pas sûre de comprendre le cheminement.

194 Q. Alors, ce que je veux savoir, c'est est-ce que le budget 98 était basé sur les résultats 5/7 97, puisque je vous suggère qu'il n'y avait pas eu de

demande d'ajout d'employés dans le budget 98?

R. Oui, ça c'est exact.

195 Q. Ça, c'est exact. Bon, maintenant pour 99, je comprends que le nombre d'employés est différent du budget 5/7 que vous nous avez présenté cette année, de ce que vous avez représenté aujourd'hui?

R. C'est exactement la même base que l'année 98 et ça ne tient pas compte, comme il a été dit dans la réponse, aux demandes spécifiques pour le résidentiel ou ces élément-là, donc, ça n'inclut pas de main-d'oeuvre additionnelle sur ces éléments-là.

196 Q. D'accord. O.K. Et si on regarde pour cette année, on voit la différence là, vous avez modifié les corrections, c'est mille soixante (1060) moins mille trente-neuf (1039) employés, ce qui donne vingt et un (21) employés qui est inclus dans le budget 98, qui ne sont plus inclus dans le budget 99?

R. Ici, quand on parle du... en fait, vous faites référence à l'engagement 24?

197 Q. Oui.

R. L'engagement 24 précise le nombre de personnes au trente (30) septembre de chacune des années.

198 Q. Oui. C'est l'engagement 30 ou 24?

R. 24.

199 Q. 24, O.K.

R. Donc, lorsque...

200 Q. Oui.

R. ... lorsqu'on regarde l'évolution du budget 99 là,

donc entre le 5/7 98 et le budget 99, les effectifs au trente (30) septembre de chacune des années, ne sont pas des éléments pertinents pour comprendre l'évolution des salaires entre les deux années. Il faut vraiment regarder l'évolution du nombre moyen d'employés dans chacune des années. C'est l'information qui a été présentée dans cet engagement-là, à la pièce SCGM-6, document 2.2, page 3 et page 4, pour chacune des années.

201 Q. O.K. Maintenant, quel est le nombre moyen d'employés prévu pour quatre-vingt-dix-neuf (99), est-ce que vous l'avez?

R. Non.

202 Q. Bon.

R. En principe, c'est à peu près la même chose, mais il faudrait ajouter les besoins spécifiques.

203 Q. Les besoins spécifiques, O.K.

LE PRÉSIDENT :

204 Q. En principe, ce serait mille trente-neuf (1039) plus les ajouts, je présume?

MME CAROLE PERRON :

R. Non, on parle ici d'employés moyens, donc, on parle en quatre-vingt-dix-huit (98) d'employés moyens de mille zéro soixante-quatorze point un (1074.1), auxquels il faut ajouter, en supposant qu'ils sont tous là au premier (1er) septembre, les ajouts pour

les demandes additionnelles là, pour le résidentiel, le GNV, etc. C'est pour ça qu'on parle de nombres moyens.

Me ANDRÉ TURMEL :

205 Q. O.K., et quel est...

Me JOCELYN B. ALLARD :

Monsieur le Président, je m'excuse, Maître Turmel, à quels ajouts est-ce que vous faisiez référence, juste pour que ce soit...

LE PRÉSIDENT :

Tout à l'heure on parlait des ajouts là du budget cette année là, il y avait... on comparait avec le budget de l'année passée, mais il y a douze (12) postes là qui ont été identifiés là, ajoutés cette année, là, qui étaient les dix (10) résidentiels, un gaz naturel véhicules et un en efficacité énergétique.

MME CAROLE PERRON :

R. Oui.

206 Q. Ces douze (12) postes-là.

R. C'est ça, effectivement. Donc, si on prenait le budget 98 là, prévu, le nombre moyen de mille soixante-quatorze point un (1074.1) et on ajouterait les douze (12) personnes. Donc, ça deviendrait le

nombre moyen d'employés pour l'année quatre-vingt-dix-neuf (99).

Me ANDRÉ TURMEL :

207 Q. O.K. Je note une différence...

Me JOCELYN B. ALLARD :

Je m'excuse encore, Maître Turmel! C'est la dernière fois là, je veux en profiter! Non, non. Pour être certain, elle a parlé du nombre moyen d'employés...

208 Q. ... mais on parle bien de à l'exploitation, là, c'est ça, Madame Perron?

MME CAROLE PERRON :

R. Oui, à l'exploitation, effectivement à l'exploitation, oui.

Me ANDRÉ TURMEL :

209 Q. O.K., mais je regarde, je comprends la page 3 là du document 2.2, le nombre moyen d'employés affectés à l'exploitation, mille soixante-quatorze (1074), alors que le nouveau chiffre que vous nous suggérez, le chiffre quoi, réel, est de mille trente-neuf (1039), qu'est-ce qui explique...

MME CAROLE PERRON :

R. C'est pas... c'est un chiffre comme si on prenait une

photo au trente (30) septembre...

210 Q. Je comprends, je comprends, mais comment peut-on expliquer, je comprends que vous nous dites que c'est une moyenne versus un chiffre que vous nous donnez là, bon, je vois le mille trente-neuf (1039), qu'est-ce qui pourrait expliquer cet écart-là à la moyenne, disons?

R. Donc, c'est... donc on parle du mille trente-neuf (1039) avec le mille soixante-quatorze (1074) de moyenne?

211 Q. Oui. Comment est-ce qu'on peut expliquer cet écart-là, même si c'est une moyenne versus un chiffre réel?

R. Ce qui est une explication, O.K., donc c'est le nombre d'étudiants qu'on engage durant l'été, O.K., qui fait en sorte que eux sont là durant deux, trois, quatre mois, qui fait en sorte qu'ils ne sont plus là au trente (30) septembre, donc ça, c'est une explication là, donc c'est vraiment, il faut vraiment voir le nombre de personnes à la fin de chaque mois qui nous amène à la moyenne.

212 Q. Combien d'étudiants vous embauchez, est-ce que c'est un chiffre que vous possédez?

R. En tête là, j'ai une quarantaine, mais j'ai pas vérifié, là.

213 Q. C'est l'ordre de grandeur, une quarantaine?

R. Oui.

214 Q. O.K.

M. PIERRE DESPARS :

R. Je vais intervenir juste une seconde. On a beaucoup de chiffres, on n'a pas beaucoup d'employés, mais on a beaucoup de chiffres puis on a beaucoup de versions de chiffres, alors, je pense qu'il est important... je veux juste faire un □ recap □ là du tableau qu'on présente au niveau du plan de main-d'oeuvre et des projections du nombre d'employés.

Les tableaux qu'on retrouve à la page SCGM-6, document 2, page 1 de 1, ce sont les nombres d'employés qu'on a pour l'ensemble de l'entreprise, donc des employés qu'on affecte tant à l'exploitation qu'au capital, et on le reprend dans l'engagement 24 dans le bas de la page là, SCGM-6, document 2.2, page 1 de 5, où on a le sous-total du.. sous-total, nombre total d'employés au trente (30) septembre quatre-vingt-dix-sept (97).

□ Au 30 septembre 97 □, le point est extrêmement important ici là, ici on fait là l'équivalent d'un bilan, donc un □ snap shot □ au trente (30) septembre.

On avait, au trente (30) septembre quatre-vingt-dix-sept (97), mille cent quatre-vingt-onze (1191) employés et au trente (30) septembre quatre-vingt-dix-huit (98), on avait mille cent quatre-vingt-douze

(1192) employés.

Au cours d'une année, compte tenu de la nature des opérations de l'entreprise, on a un "pool" d'employés qui sont affectés à des activités qui se rapportent à des dépenses d'exploitation ou à des dépenses en immobilisation, ou ce qu'on appelle de l'entretien capitalisé sur le réseau, qui va avoir une durée de vie là supérieure à une année.

Cette mixture-là au cours de l'année fluctue sur une base continue. Dans une période, on peut avoir plus de personnes associées à l'entretien du réseau capitalisé que dans une autre période et vice-versa.

Ce qu'on constate entre le trente (30) septembre quatre-vingt-dix-sept (97) et le trente (30) septembre quatre-vingt-dix-huit (98), c'est qu'au trente (30) septembre quatre-vingt-dix-huit (98), avec les mêmes effectifs à un employé près chez Gaz Métro, on avait cent cinquante-trois (153) employés imputés aux activités de nature capitalisable et on en avait cent trente et un (131) à l'exploitation, et donc, la mixture entre le trente (30) septembre quatre-vingt-dix-sept (97) et le trente (30) septembre quatre-vingt-dix-huit (98) est très différente.

Me JOCELYN B. ALLARD :

215 Q. Vous avez dit le cent trente et un (131) à l'exploitation, c'est cent trente et un (131) l'année précédente?

R. Excusez-moi. Cent trente et un (131), donc, la mixture est totalement différente, ce qui fait que lorsqu'on regarde pour le trente (30) septembre quatre-vingt-dix-sept (97) spécifiquement, on a, au trente (30) septembre quatre-vingt-dix-sept (97), on avait mille cent soixante (1160) personnes qui étaient affectées à l'exploitation alors qu'au trente (30) septembre quatre-vingt-dix-huit (98), on en avait mille trente-neuf (1039), pour cette période très pointue, qui est la période du mois de septembre quatre-vingt-dix-huit (98), versus septembre quatre-vingt-dix-sept (97).

Bon. Quelles sont les explications à cette variation? Ça dépend, entre autres, des besoins et comment on est capable de gérer ou □ manager □ notre force, la main-d'oeuvre dans l'entreprise, pour l'utiliser de façon la plus optimale possible.

Et on peut constater un des éléments, puis on peut le constater à l'intérieur du présent dossier, on peut voir qu'il y a eu beaucoup d'activité de protection cathodique qui est de nature capitalisable, qui s'est fait dans le dernier mois de l'année, donc, au mois

de septembre.

Cette activité de protection cathodique, nécessite des ressources qu'on a déplacées de l'exploitation vers le capital.

Donc la masse, le nombre total d'employés chez Gaz Métro est resté le même, O.K., en termes absolus d'un trente (30) septembre à l'autre, ce n'est que la répartition qui a changé pour le trente (30) septembre.

Si on veut analyser maintenant les dépenses de salaire par rapport à la masse totale, au nombre total d'employés chez Gaz Métro, ce qu'on doit faire c'est regarder sur une base annualisée : à l'exploitation, on a eu combien de personnes qui étaient imputables aux dépenses d'exploitation, donc, combien de personnes sur une base annualisée ont été affectées aux activités d'exploitation.

C'est l'information qu'on vous a transmise à la pièce... en fait, qu'on retrouve à la pièce SCGM-7, document 1.5, donc qui est la réponse à l'engagement 30.

Me ANDRÉ TURMEL :

216 Q. 1.15, vous voulez dire?

M. PIERRE DESPARS :

R. Ah! Excusez, 1.15.

217 Q. C'est correct.

R. Et où on a, on a eu pour dix-neuf cent quatre-vingt-dix-huit (1998), mille soixante-quatorze (1074) employés, employés annualisés affectés à l'exploitation, alors qu'en dix-neuf cent quatre-vingt-dix-sept (1997) on a eu, sur une base annualisée, mille soixante...

218 Q. Excusez-moi. Vous êtes à quelle... dans l'engagement 30, quelle page?

R. Engagement 30, page 1 de 6.

219 Q. O.K.

R. Quatrième paragraphe, vis-à-vis quatre-vingt-dix-huit (98) et quatre-vingt-dix-sept (97). Donc, en dix-neuf cent quatre-vingt-dix-huit (1998), on a eu mille soixante-quatorze point un (1074.1) employés sur une base annualisée, alors qu'en dix-neuf cent quatre-vingt-dix-sept (1997), on a eu mille soixante-dix point cinq (1070.5) employés, sur une base annualisée. Donc, un écart de trois point six (3.6).

(14 h 32)

M. PIERRE DESPARS :

R. Et un autre élément qui est important, sur la base de l'enveloppe budgétaire autorisée, chacun des directeurs ou vice-présidents responsable de son secteur d'opération a un choix d'affaires à prendre en cours d'année, à savoir est-ce qu'on va prendre

une personne, on va embaucher un consultant ou on va, il y a un choix à faire, est-ce qu'on engage du personnel surnuméraire pour une faible période ou on engage un employé?

Donc, il peut arriver, à l'intérieur des enveloppes budgétaires autorisées par la Régie, qu'il y ait une différence de mixtures entre ce qu'on appelle les hautes dépenses d'exploitation, qui comprend des consultants, qui peut comprendre, en fait, qui peut comprendre des consultants ou d'autres types de dépenses, et de la main-d'oeuvre, de manière à déplacer, en fait d'utiliser d'une façon plus efficace les ressources qui nous sont assignées. C'est ce qui peut expliquer aussi des variations en cours d'année en termes de main-d'oeuvre d'une année à l'autre, à l'intérieur de l'enveloppe budgétaire autorisée.

220 Q. D'accord. Juste pour bien comprendre, lorsque je prends SCGM-6, document 2.2, à la page 1, en bas de page, il y a le petit tableau là, vous dites donc au trente (30) septembre...

R. Oui.

221 Q. ... le □ snapshot □ dont vous parlez, il y a mille trente neuf (1039) employés affectés à l'exploitation. Pourriez-vous me... où est-ce que je peux, moi, si je veux illustrer, où est-ce que je retrouve, dans les dépenses d'exploitation, cette

baisse-là de mille soixante (1060) à mille trente-neuf (1039)?

R. Il n'y en a pas de baisse, il n'y en a pas. Parce que le nombre d'employés moyen annualisé imputé à l'exploitation a été à peu près constant, à trois employés près. Donc il n'y a pas une baisse de dix soixante (1060) à dix trente-neuf (1039) sur une base annualisée, il y aurait une baisse très ponctuelle, là, sur la période du mois de septembre.

222 Q. D'accord. Maintenant, je reviens à la pièce, à l'engagement 30, document 1.15, à la page...

R. Juste pour compléter?

223 Q. Oui.

R. Donc il y aurait une baisse ponctuelle au mois de septembre qui, en contre-partie on aurait un montant plus important imputé à la capitalisation, o.k.?, qui viendrait compenser sur la période complète, le reste de l'année où on aurait eu moins de dépenses à l'exploitation et plus au capital, et vice versa.

224 Q. Donc, si je vous comprends bien, les portions, par exemple, d'étudiants, quarante (40) étudiants qui valent, qui aident finalement à apprécier la moyenne, c'est ce qui fait que la moyenne s'apprécie à mille...

R. Ce n'est qu'un facteur...

225 Q. Ce n'est qu'un facteur, c'est ça.

R. ... ce n'est qu'un facteur d'explication parce qu'on compare le nombre d'employés dédiés à l'exploitation

au trente (30) septembre de chacune des années avec le nombre moyen d'employés affectés à l'exploitation pour l'année au complet. Donc on compare trente (30) septembre versus l'année au complet, ce qu'on dit : à l'été, il y a un programme d'embauche d'étudiants pour le remplacement des vacances qui fait en sorte que le nombre moyen va être supérieur au nombre total.

Si, exemple, si au mois de juillet on prenait le nombre total d'employés chez Gaz Métropolitain, on obtiendrait probablement un nombre plus élevé de l'ordre d'une quarantaine d'employés. Pourquoi? Parce qu'on remplace les vacances par des employés étudiants. Donc le nombre total d'employés serait à ce moment-là peut-être de mille deux cent trente-deux (1232), o.k., et on aurait plus d'employés affectés, tout dépendant où ils sont affectés, à l'exploitation ou au capital, on aurait plus ou moins d'employés, on aurait, en définitive, on aurait plus d'employés affectés à l'exploitation.

226 Q. D'accord. Dans la pièce SCGM-7, document 1.15, la réponse à l'engagement 30, à la page 3, vous faites état donc du... vous faites un coût du calcul du salaire moyen en quatre-vingt-dix-huit (98). Mais je note que, bon, il y a un calcul, vous n'intégrez pas les avantages sociaux et les autres dépenses?

R. Oui, parce que la question était de concilier les

salaires.

227 Q. O.k., mais est-ce que vous pourriez...

R. On concilie les salaires.

228 Q. ... là, vous arrivez à cinquante-quatre mille (\$54 000), quel est le coût moyen total incluant les avantages sociaux et autres dépenses, ou par □ tête de pipe □, entre guillemets?

MME CAROLE PERRON :

R. Il faudrait le calculer.

229 Q. Est-ce qu'on pourrait s'engager à prendre un engagement cette fois-ci?

R. Oui, ce n'est pas...

LE PRÉSIDENT :

Est-ce que ça serait... en fait, si on fait le... peut-être qu'on peut aller chercher les données, on est capable de prendre la calculatrice après, là. Si je comprends bien, le soixante-deux point deux millions de dollars (62,2 M\$) que vous demandez dans votre budget 5-7 pour arriver à cinquante-quatre mille quatre cents (54 400 \$), vous avez divisé soixante-deux point deux millions de dollars (62,2 M\$) par combien d'employés, mille soixante-quatorze (1074)?

MME CAROLE PERRON :

R. Par le nombre moyen d'employés, c'est ça, mille

soixante-quatorze (1074).

230 Q. Par le nombre moyen d'employés?

R. Oui.

231 Q. Qui n'est pas le nombre référé comme on utilisait avant?

R. Non, c'est justement, pas le nombre au trente (30) septembre mais le nombre moyen d'employés.

232 Q. Moyen d'employés. Et ça, c'est la moyenne sur les... c'est le nombre total d'employés, mettons, à chacun des mois divisé par douze mois, qui fait votre...

R. Exactement, oui.

233 Q. O.k. Donc, o.k., c'est là que vous incluez les étudiants et les autres, si on additionne la quarantaine et plus, ça va faire mille soixante-quatorze (1074)?

R. Oui, oui.

234 Q. Maintenant, si on veut faire le même calcul pour les avantages sociaux, je présume qu'on prend le dix-huit millions huit cent trente-trois (18 833 000) et on diviserait par le même dénominateur, mille soixante quatorze point un (1074,1), ça devrait donner... parce que je veux essayer de sauver l'engagement, là, on peut faire le calcul. Est-ce que ce serait l'approche que vous feriez?

R. Ça ne serait pas, l'addition ne serait pas avec le mille zéro soixante-quatorze (1074) parce qu'ici, c'est uniquement les employés affectés à l'exploitation. Les avantages sociaux que l'on voit

en haut, le dix-huit millions (\$18M) tient compte des avantages sociaux de la main-d'oeuvre capitalisée, la portion de leurs avantages sociaux est capitalisée via les frais généraux, qu'on retrouve dans le tableau avant la toute fin, là.

Me JOCELYN B. ALLARD :

Donc, pour les mille cent...

LE PRÉSIDENT :

235 Q. Ah oui, je me rappelle, vous aviez une division l'autre fois, o.k.

MME CAROLE PERRON :

R. Oui, oui.

Me ANDRÉ TURMEL :

236 Q. Donc est-ce que je comprends que vous allez déposer donc la... faire le calcul nécessaire pour le coût moyen du salaire incluant les avantages sociaux?

M. PIERRE DESPARS :

R. Bien ma compréhension, c'est que c'était correct mais...

LE PRÉSIDENT :

237 Q. Bien, il serait peut-être mieux de le faire vu qu'il y a des calculs à faire, des sous-calculs si je me

rappelle bien, l'addition.

R. Oui, o.k.

238 Q. Vous pourrez nous revenir avec cette clarification-là. Non, on va faire comme on a fait pour les autres ce matin, ça serait une clarification à l'engagement 30.

R. O.k.

Me ANDRÉ TURMEL :

Alors, merci, je n'ai pas d'autres questions.

M. FRANÇOIS TANGUAY :

239 Q. Tout à l'heure, quand on a demandé - je m'excuse, Maître Allard - quand on a demandé quelle serait la quantité d'employés affectés à l'exploitation quatre-vingt-dix-neuf (99), vous avez dit □ On ne le sait pas □, et dans les faits, vous avez dit aussi □ Ça va être à peu près la même chose qu'en quatre-vingt-dix-huit (98) □, plus, on imagine, les douze postes hypothétiques, donc on serait à mille trente-neuf (1039) plus douze (12), mille cinquante (1050), dans ces eaux-là, est-ce que c'est comme ça qu'il faut le lire?

M. PIERRE DESPARS :

R. Non, ce qu'on veut dire à ce moment-là, on serait à mille cent quatre-vingt-douze (1192), l'ensemble des employés de Gaz Métro...

240 Q. L'ensemble.

R. ... plus douze (12).

241 Q. O.k.

R. O.k., et sur une base annualisée, il y aurait là un effet sur l'allocation des ressources au capital ou à l'exploitation. Ça, c'est pour l'ensemble de la main-d'oeuvre. Si on le regarde sur le nombre moyen d'employés annualisé, on parlerait de dix soixante-quatorze (1074)...

242 Q. Hum, hum.

R. ... plus douze (12).

243 Q. Oui, c'est ça, o.k., à l'exploitation...

R. Excusez, à l'exploitation, oui.

M. FRANÇOIS TANGUAY :

Oui, o.k.

LE PRÉSIDENT :

O.k., très bien, à moins que vous ayez d'autres points à rajouter, Monsieur Despars et Madame Perron?

MME CAROLE PERRON :

R. Non.

LE PRÉSIDENT :

Ça satisfait les clarifications que nous voulions avoir.

M. PIERRE DESPARS :

R. Parfait.

LE PRÉSIDENT :

Oui. Et je présume que vous allez être en mesure de nous donner les corrections que vous mentionniez d'ici à demain, fin de la journée, pour qu'on puisse entrer dans la délibération?

MME CAROLE PERRON :

R. Oui, oui.

LE PRÉSIDENT :

Merci. Vous pouvez l'envoyer par fax.

M. PIERRE DESPARS :

R. Avant huit heures (8 h 00)?

LE PRÉSIDENT :

244 Q. Huit heures demain soir?

R. Ce soir.

MME CAROLE PERRON :

R. Puis je vais vous appeler à part ça.

LE PRÉSIDENT :

Très bien. Dans ce contexte-là, s'il n'y a plus d'autres sujets de discussion, on peut clore les

présentes audiences. Et pour rappeler un peu à tout le monde certains points de logistique, dans un premier temps, comme on l'avait mentionné voilà quelques semaines déjà, c'est qu'on était pour reconnaître, dès la dernière journée, rendre notre décision quant à la pertinence des participations des intervenants.

Et en conséquence, la Régie décide, reconnaît que la participation des intervenants suivants, soit l'ACIG, Approvisionnement-Montréal, FNACQ, le GRAME-UDD, ROEE et le RNCREQ, leur participation a été utile à ces délibérations conformément à l'article 36, alinéa 2 de la loi. Le quantum sera déterminé selon l'apport réel de chacun des intervenants au dossier et selon la présentation de pièces justificatives détaillées à être déposées d'ici trente (30) jours, soit au plus tard le douze (12) décembre quatre-vingt-dix-huit (98).

Cette demande de frais de votre part, et j'insiste là-dessus, devra être divisée en trois parties clairement identifiées : dans un premier temps, les frais relatifs à la phase II en tant que telle qu'on vient de terminer, la tarifaire; deuxièmement, les frais relatifs à la requête en irrecevabilité qui a été débattue au cours de la première journée et des jours précédents; et troisièmement, les frais

relatifs à l'étude du rendement incitatif et ce, jusqu'au vingt-deux (22) octobre quatre-vingt-dix-huit (98). Ça fait qu'on s'attend à ce que vous ayez les frais divisés en ces trois catégories-là, o.k.?

En termes de calendrier, pour rappeler les dates encore une dernière fois, les argumentations finales, vos argumentations, c'est-à-dire, sont attendues au plus tard le vingt-six (26) novembre. À ces argumentations, des répliques pourront être reçues jusqu'au trois (3) décembre. Et SCGM aura jusqu'au neuf (9) décembre pour sa réplique finale.

Et encore là, je veux rappeler à tous qu'on s'attend, dans le dernier chapitre, disons, de votre argumentation, que vous nous fassiez part de vos suggestions et approches qui pourraient être utilisées pour discuter et élaborer sur la réglementation incitative.

Quant à moi, ça clôt les sujets, je crois, finaux sur l'audience, à moins qu'il y ait d'autres points de mes confrères?

M. FRANÇOIS TANGUAY :

Moi, je vous rappelle qu'il y a un prix à payer pour sortir d'ici, à la réception!

LE PRÉSIDENT :

Et là-dessus, dans ce contexte-là, il n'y a plus d'autres points de la part de SCGM ou des intervenants. Maître Tourigny, oui?

Me PIERRE TOURIGNY :

J'avais annoncé, Monsieur le Président, que madame Chaun me ferait parvenir une lettre pour... comme témoignage écrit. Je ne le ferai que si vraiment vous insistez, elle ne dira rien de plus que ce que j'ai dit verbalement et comme je vous le mentionnais l'autre jour, c'était uniquement pour éviter de me faire dire qu'elle n'avait pas témoigné, mais si le Banc me dit Ce n'est pas nécessaire , je ne le ferai pas parce que ce serait une perte de temps. Alors vous pouvez peut-être me donner une directive là-dessus.

LE PRÉSIDENT :

Un instant.

Me PIERRE TOURIGNY :

Et une dernière remarque, je sais bien que mon collègue de Gaz Métro le sait que l'ouvrage a été fait, et ce n'est pas lui qui va venir me dire qu'elle n'a pas fait l'ouvrage mais des fois, on ne sait pas, pour une technicalité quelconque, sans vouloir présumer de rien ni de personne, mais je ne

voudrais pas me faire prendre avec ça, c'est aussi simple que ça.

LE PRÉSIDENT :

En fait, vous avez peut-être anticipé la question que j'avais pour maître Allard, si maître Allard n'a pas d'objection à procéder de cette façon-là, ça pourrait simplifier...

Me JOCELYN B. ALLARD :

En ce qui concerne le compte de madame Chaun, à toutes fins pratiques, on verra le quantum, maintenant le principe, on n'a pas besoin de rien d'autre de plus que ce qui avait été annoncé par maître Tourigny avant que le dossier même commence ici.

LE PRÉSIDENT :

C'est un peu exceptionnel comme approche mais ça va fonctionner pareil. O.k. Il n'y a pas d'autres points?

Me JOCELYN B. ALLARD :

Peut-être. Alors, il y a deux nouvelles pièces, la pièce SCGM-16, document 1.31, qui répond à l'engagement 39.

SCGM-16, doc. 1.31 : Réponse à l'engagement 39

Me JOCELYN B. ALLARD :

Et la pièce SCGM-16, document 1.27, pour l'engagement 35.

SCGM-16, doc. 1.27 : Réponse à l'engagement 35

Me JOCELYN B. ALLARD :

Et, si je me rappelle bien, il ne reste donc que des clarifications à apporter.

LE PRÉSIDENT :

Des clarifications, c'est ça.

Me JOCELYN B. ALLARD :

C'est tout, merci.

LE PRÉSIDENT :

Très bien. Merci, Maître Allard, et je voudrais remercier tout le monde, les gens de SCGM qui se sont rendus disponibles et leur présence et leur témoignage, les intervenants, votre participation. Les audiences se sont déroulées sur pratiquement quatre semaines présentement, si je regarde bien le calendrier, ça fait que merci beaucoup à tout le monde. Et dans l'attente de vos témoignages, argumentations écrites, on n'aura pas l'occasion de se revoir si on ne se revoit pas dans d'autres causes mais on vous souhaite de belles Fêtes et merci de

votre participation. Les audiences sont closes.

CERTIFICAT

Nous, soussignés, certifions que les pages précédentes représentent une transcription conforme et fidèle de l'instance notée par nous à Montréal (Québec), le douze (12) novembre mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit (1998).

Michel Daigneault, s.o.

Jean Larose, s.o.